

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3074

23 octobre 2014

SOMMAIRE

Anima Regni Partners Sàrl	147512	Media Holding S.A. SPF	147509
Blue Gem Luxembourg 1B S.à r.l.	147513	Mega-Car S.A.	147509
Blue Gem Luxembourg 1C S.à r.l.	147513	Mehonne S.A.	147510
Compagnie Benjamin de Rothschild Op- portunities	147514	Menarini International Investment S.A. - Luxembourg	147510
CQLT SaarGummi Technologies Sàrl ...	147520	Menarini International Operations Luxem- bourg S.A., en abrégé M.I.O.L. S.A.	147510
E-Solutions International Holding S.A. ..	147518	MHFP 2 S.à r.l.	147511
Financière Galates S.A.	147506	MH Germany Property VI S.à r.l.	147510
FMC Advisers Luxembourg S.A.	147506	NCP S.à r.l.	147509
GBTI S.à r.l.	147510	Novotek Luxembourg Participations S.A.	147511
G Finance Luxembourg	147506	NTMC	147509
Global Investment Solutions S.A.	147511	Odd Financial Services S.A.	147512
Henderson Real Estate Asset Management Limited, Luxembourg Branch Office ...	147506	Odd Investment Real Estate S.A.	147512
Heritage Properties S.A.	147507	Offshore Drilling Holding SA	147511
JP Commercial 16 S.à r.l.	147506	Olibrami S.A.	147512
Jura S.A.- SPF	147519	Omniserv S.à r.l.	147513
Kaiser Investments Holdings S.à r.l.	147540	Opus Securities S.A.	147511
Kalli-Stone-Corporation S.A.	147507	Orascom TMT Investments S.à r.l.	147512
Kapella S.A.	147507	Ostria Investments S.à r.l.	147512
Kmirallas 20 S.A.	147508	Packer Lux S.à r.l.	147514
KW S.à r.l.	147509	Pâtes Fraîches LA ROMAGNA S.à r.l. ..	147514
Leska S.A., SPF	147507	REGENTS PARK (Founder) S.à r.l.	147513
Lilabel S.à r.l.	147508	River Investments S.à r.l.	147517
Lux-Fiduciaire Consulting S.à r.l.	147508	Shco 90 S.à r.l.	147517
Madeleine I S.A.	147507	Sherwin Williams Luxembourg Invest- ment Management Company S.à r.l.	147552
Matterhorn Topco & Cy S.C.A.	147508		
McLaren S.A.	147508		

Financière Galates S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 79, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 79.928.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014144099/9.

(140164459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

FMC Advisers Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 176.302.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014144106/10.

(140164182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

G Finance Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 32-36, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 105.423.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Y. CACCLIN.

Référence de publication: 2014144115/10.

(140163867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

JP Commercial 16 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 6, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 167.089.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014144191/9.

(140164001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Henderson Real Estate Asset Management Limited, Luxembourg Branch Office, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 184.081.

EXTRAIT

Le conseil d'administration de la Société mère de droit étranger a décidé d'accepter la démission de M. Andrew James Formica en sa qualité de membre du conseil d'administration de la Société mère de droit étranger avec effet au 01/04/2014.

Le conseil d'administration de la Société mère de droit étranger a décidé d'accepter la nomination de M. Mark Joseph Wood en sa qualité de membre du conseil d'administration de la Société mère de droit étranger avec effet au 01/04/2014.

Le conseil d'administration de la Société mère de droit étranger a décidé d'accepter la nomination de M. Donald James Howie en sa qualité de membre du conseil d'administration de la Société mère de droit étranger avec effet au 21/08/2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014145544/16.

(140165631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Heritage Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 172.301.

—
Extrait des résolutions adoptées en date du 17 septembre 2014, lors de l'assemblée générale ordinaire de la société HERITAGE PROPERTIES S.A.

- Les démissions de Monsieur Alvaro CARNEVALE et Monsieur François GEORGES de leurs mandats d'administrateurs ont été acceptées avec effet immédiat.

Monsieur Mikael DETOUT sera administrateur unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HERITAGE PROPERTIES S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014145552/16.

(140165615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Kalli-Stone-Corporation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 132.421.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014144196/9.

(140163886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Leska S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 21.222.

—
Le Bilan au 30.06.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014144238/10.

(140163721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Kapella S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 134.102.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014144203/9.

(140163648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Madeleine I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 104.929.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014144256/10.

(140164422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Lilabel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 20, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 163.370.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014144241/9.

(140163763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Lux-Fiduciaire Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 12, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 49.280.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014144251/9.

(140164344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Matterhorn Topco & Cy S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 165.824.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Référence de publication: 2014144272/10.

(140163878) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

McLaren S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 169.878.

Les comptes annuels au 31 juillet 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Référence de publication: 2014144273/10.

(140164417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Kmirallas 20 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 172.766.

Il résulte d'une assemblée générale des actionnaires de la Société (l'«Assemblée») qui s'est tenue le 8 septembre 2014 que Monsieur Pierre Bégasse a démissionné avec effet au 1^{er} avril 2014 de son mandat de commissaire aux comptes de la Société.

Lors de cette même Assemblée la société ALLO SERVICE, une société privée à responsabilité limitée de droit belge, ayant son siège social à 15, Avenue de la Laiterie, B - 4000 Liège et immatriculée à la Banque-carrefour des Entreprises sous le numéro 0471.771.871 a été nommée comme commissaire aux comptes de la Société avec effet au 1^{er} avril 2014 et ce jusqu'à l'assemblée générale annuelle de la Société qui se tiendra en 2019

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour KMIRALLAS 20 S.A.

Référence de publication: 2014145599/16.

(140165656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

KW S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 145.663.

—
Extrait des décisions prises par les associées en date du 18 septembre 2014

1. Mme Carsten SÖNS a démissionné de son mandat de gérante.
2. Mme Tessa LANG, administrateur de sociétés, née à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), le 24 juin 1969, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommée comme gérante pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour KW S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2014145603/16.

(140165913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Media Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 10, An de Längten.

R.C.S. Luxembourg B 164.571.

—
Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2011 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014144274/10.

(140163687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Mega-Car S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7535 Mersch, 14, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 45.400.

—
Les documents de clôture de l'année 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 15 septembre 2014.

Référence de publication: 2014144291/10.

(140164101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

NCP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 126.023.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014144313/9.

(140163600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

NTMC, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 38, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 181.462.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014144318/9.

(140163657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Mehonne S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 105.376.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 septembre 2014.

CHOTIN Barbara.

Référence de publication: 2014144292/10.

(140164034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Menarini International Investment S.A. - Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 1, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 66.819.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Référence de publication: 2014144293/10.

(140164021) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

M.I.O.L. S.A., Menarini International Operations Luxembourg S.A., en abrégé M.I.O.L. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 1, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 71.334.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Référence de publication: 2014144294/10.

(140164025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

MH Germany Property VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 118.849.

Les comptes annuels révisés au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014144296/10.

(140164132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

GBTI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 39.492.000,00.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 163.638.

EXTRAIT

L'un des gérants et associés de la société, à savoir Monsieur Bernard TEILLAUD, a désormais comme adresse:
- Villa 57, Domaine Royal Palm, Km 12, Route Amizmiz, CR TAMESLOHT, Maroc.

Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Pour GBTI S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2014144796/14.

(140164901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Global Investment Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 18-20, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 115.111.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L - 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014144806/14.

(140165100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

MHFP 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 127.817.

Les comptes annuels révisés au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014144297/10.

(140164120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Novotek Luxembourg Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 117, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 88.732.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Référence de publication: 2014144317/10.

(140164044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Offshore Drilling Holding SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 177.518.

Les comptes consolidés annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014144324/10.

(140163873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Opus Securities S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 114.001.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014144329/10.

(140163699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Orascom TMT Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 108.440.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 29 juillet 2014 tenue au siège social

L'associé unique décide de nommer la société à responsabilité limitée KPMG Audit S.à.r.l. en tant que Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'année fiscale 2014.

Référence de publication: 2014144330/10.

(140164162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Ostria Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 169.361.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014144332/10.

(140163723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

**Odd Financial Services S.A., Société Anonyme,
(anc. Odd Investment Real Estate S.A.).**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 41.014.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Référence de publication: 2014144336/10.

(140164257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Olibrami S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3737 Rumelange, 29, rue Henri Luck.
R.C.S. Luxembourg B 152.688.

—
Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L-3737 Rumelange, le 12 septembre 2014.

Monsieur Pascal Brandt

Président du Conseil d'Administration

Référence de publication: 2014144337/12.

(140164430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Anima Regni Partners Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue J.P. Pescatore.
R.C.S. Luxembourg B 146.961.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Pour Anima Regni Partners S.à r.l.

Réjane Koczorowski

Référence de publication: 2014144609/12.

(140164824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Blue Gem Luxembourg 1B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.525,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 128.032.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2014144633/12.

(140164785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Blue Gem Luxembourg 1C S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 128.310.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2014144636/12.

(140164783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Omniserv S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1320 Luxembourg, 70, rue de Cessange.

R.C.S. Luxembourg B 132.573.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014144339/10.

(140164058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

REGENTS PARK (Founder) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 14.000,20.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 150.687.

Extract of the resolutions of the Extraordinary General Meeting held 11th September 2014

The Extraordinary General Meeting notices that the mandates of the following managers were carried out in 2010.

The following persons are reappointed with retroactive effect as managers of the Company for five years:

- Monsieur John BARROLL BROWN, manager class A
- Monsieur Maximilien GALOWICH, manager class B
- Monsieur Steve KIEFFER, manager class B
- Monsieur Jean-Paul FRANK, manager class B

The mandates will be carried out with the beginning of the Annual General Meeting of 2015, which will be held on the date assigned in the statutes.

Following this reappointment the board of managers is now composed by the following persons:

- Monsieur Edward BARROLL BROWN, manager class A, residing in 36, Oak Lodge, London W85 UL,
- Monsieur John BARROLL BROWN, manager class A, residing in 67 Castelnau, London SW13 9RT
- Monsieur Maximilien GALOWICH, manager class B

- Monsieur Steve KIEFFER, manager class B
- Monsieur Jean-Paul FRANK, manager class B
Certified true extract,
Luxembourg, 11th September 2014.

Traduction française

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 11 septembre 2014

Les associés de la société REGENTS PARK (Founder) S.à.r.l. réunis en Assemblée Générale Extraordinaire du 11 septembre, ont décidé à l'unanimité, de prendre les résolutions suivantes:

L'Assemblée Générale constatant que les mandats des gérants suivants:

- Monsieur John BARROLL BROWN, gérant de classe A
- Monsieur Maximilien GALOWICH, gérant de classe B
- Monsieur Steve KIEFFER, gérant de classe B
- Monsieur Jean-Paul FRANK, gérant de classe B

sont arrivés à leur terme en 2010, décide de les renouveler rétroactivement dans leurs fonctions pour une nouvelle période de cinq années, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2015.

Le conseil de gérance de la Société se compose désormais des personnes suivantes:

- Monsieur Edward BARROLL BROWN, gérant de classe A, demeurant à 36, Oak Lodge, London W85 UL,
- Monsieur John BARROLL BROWN, gérant de classe A, demeurant à 67 Castelnau, London SW13 9RT
- Monsieur Maximilien GALOWICH, gérant de classe B
- Monsieur Steve KIEFFER, gérant de classe B
- Monsieur Jean-Paul FRANK, gérant de classe B

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Référence de publication: 2014142400/44.

(140161697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Pâtes Fraîches LA ROMAGNA S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4081 Esch-sur-Alzette, 41, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 85.268.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 16/09/2014.

Signature.

Référence de publication: 2014144341/10.

(140164125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Packer Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 30.000,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 174.498.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Référence de publication: 2014144342/10.

(140164418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Compagnie Benjamin de Rothschild Opportunities, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 152.845.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-eighth day of the month of August,
Before Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the "Meeting") of COMPAGNIE BENJAMIN DE ROTHSCHILD OPPORTUNITIES (the "Company"), a société anonyme qualifying as a société d'investissement à capital variable with its registered office at 20, Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, incorporated by a deed of Maître Henry HEL-LINCKX, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), on 21 April 2010, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 1011 of 14 May 2010.

The Meeting elected Mr Patrick Reuter residing professionally in 2, place Winston Churchill, L-2014 Luxembourg, as chairman of the Meeting.

The chairman appointed as secretary Mr Jeffrey Kolbet, residing professionally in 2, place Winston Churchill, L-2014 Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mr Harry Just, residing professionally in 2, place Winston Churchill, L-2014 Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to record that:

I. The Meeting was convened by notices containing the agenda sent to every shareholder by registered mail on 25 July 2014.

II. The agenda of the Meeting is as follows:

Agenda

To approve the merger of the Company with EDMOND DE ROTHSCHILD PRIFUND, a société anonyme qualifying as a société d'investissement à capital variable under Part II of the Law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment having its registered office at 20, Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg ("PriFund") and more particularly the merger of the sub-funds Compagnie Benjamin de Rothschild Opportunities - Income, Compagnie Benjamin de Rothschild Opportunities - Commodities and Compagnie Benjamin de Rothschild Opportunities - Commodities Ex-Agriculture into the sub-funds Edmond de Rothschild PriFund - Unconstrained Bonds, Edmond de Rothschild PriFund - Commodities and Edmond de Rothschild PriFund - Commodities Ex-Agriculture respectively, each a portfolio of assets to be created under the umbrella of Edmond de Rothschild PriFund and more specifically, upon hearing:

(i) the report of the board of directors of the Company explaining and justifying the merger proposal signed before the undersigned notary on 16 June 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 19 June 2014, number 1578, amended by a deed of the undersigned notary on 4 July 2014 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 9 July 2014, number 1774, and both deposited with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg (the "Merger Proposal");

(ii) the audited reports prescribed by Article 266 of the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, prepared by Deloitte Audit S.à r.l. for the Company and for PriFund;

1) to approve more specifically the merger as detailed in the Merger Proposal;

2) to fix as effective date (the "Effective Date") 29 August 2014 or such other date as the extraordinary general meeting of the shareholders of the Company shall decide, upon the chairman's proposal (this date not being later than six months after the date of the extraordinary general meeting) as the effective date of the merger.

3) to decide that on the Effective Date of the merger, the assets and liabilities (the "Assets") of the Company, and more specifically of the subfunds Compagnie Benjamin de Rothschild Opportunities - Income, Compagnie Benjamin de Rothschild Opportunities - Commodities and Compagnie Benjamin de Rothschild Opportunities - Commodities Ex-Agriculture, shall respectively be merged into the sub-funds Edmond de Rothschild PriFund - Unconstrained Bonds, Edmond de Rothschild PriFund - Commodities and Edmond de Rothschild PriFund - Commodities Ex-Agriculture, each a portfolio of assets created under the umbrella of Edmond de Rothschild PriFund, will be automatically transferred to PriFund as detailed in the Merger Proposal;

4) to decide that on the Effective Date, PriFund will issue to the shareholders of the Company, shares in the relevant sub-fund and class of PriFund as detailed in the Merger Proposal; and

5) to state that, as a result of the merger, the Company shall cease to exist on the Effective Date and all its shares in issue shall be cancelled.

III. In order to validly deliberate on the agenda, a quorum of 50% of the Company's capital is required to be present or represented at the Meeting.

IV. It appears from the attendance list, that out of 2,081,457.6080 shares in issue and outstanding at the date of the meeting 1,492,434 shares are present or represented.

V. The shareholders present or represented at the Meeting and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list signed by the shareholders present, the proxies of the represented shareholders, the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list and proxies initialled "ne varietur" by the members of the bureau and the undersigned notary will be annexed to this document, to be registered with this deed.

VI. As a result of the foregoing, the Meeting is regularly constituted and may validly deliberate and vote on the agenda.

VII. The merger proposal as published in the Mémorial on 19 June 2014 and deposited with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg and the amending deed of the merger proposal as published in the Mémorial on 9 July

2014 and deposited with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg, the special reports on the Merger Proposal prepared by Deloitte Audit S.à r.l., represented by Elisabeth Layer, réviseur d'entreprises agréé, for the Company and by Deloitte Audit S.à r.l., represented by Laurent Fedrigo, réviseur d'entreprises agréé, for PriFund, the reports of boards of directors of the Company and of PriFund, the financial reports containing the audited annual accounts of the last three accounting years of the Company and PriFund, as well as interim account statements for the Company and the prospectus of PriFund were available for inspection to the shareholders of the Company and of PriFund, as from 26 July 2014 at the addresses set forth in the Merger Proposal.

VIII. After deliberations, the Meeting unanimously took the following resolutions:

First Resolution:

It was decided to approve the merger of the Company with Edmond de Rothschild PriFund, as detailed in the Merger Proposal.

Second Resolution:

Upon recommendation of the Chairman of the meeting, it was decided to fix the Effective Date of the merger, as defined in the Merger Proposal, on 29 August 2014.

In accordance with Article 264 of the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, shareholders of PriFund, representing at least five percent (5%) of the share capital of PriFund, may nevertheless convene an extraordinary general meeting of shareholders to approve the Merger, in which case the board of directors of PriFund will inform the undersigned notary by 29 August 2014 at 11:00 a.m. at the latest;

Third Resolution:

It was decided to approve that, on the Effective Date, the assets and liabilities (the "Assets") of the sub-funds Compagnie Benjamin de Rothschild Opportunities - Income, Compagnie Benjamin de Rothschild Opportunities - Commodities and Compagnie Benjamin de Rothschild Opportunities - Commodities Ex-Agriculture, be merged into the sub-funds Edmond de Rothschild PriFund - Unconstrained Bonds, Edmond de Rothschild PriFund - Commodities and Edmond de Rothschild PriFund - Commodities Ex-Agriculture, each a portfolio of assets under the umbrella structure of Edmond de Rothschild PriFund, will be automatically transferred to PriFund as detailed in the Merger Proposal.

Fourth Resolution:

It was decided to approve that on the Effective Date, in exchange for the contribution of (i) the respective assets and liabilities of Compagnie Benjamin de Rothschild Opportunities - Income and Compagnie Benjamin de Rothschild Opportunities - Commodities, PriFund issues to the shareholders of the Company the same number of shares in Edmond de Rothschild PriFund - Unconstrained Bonds and Edmond de Rothschild PriFund - Commodities as they held in the Company prior to the Effective Date and (ii) in exchange for the contribution of the assets and liabilities of Compagnie Benjamin de Rothschild Opportunities - Commodities Ex-Agriculture, PriFund issues to the holders of Class D shares of Compagnie Benjamin de Rothschild Opportunities - Commodities Ex-Agriculture the same number of Class E shares in Edmond de Rothschild PriFund - Commodities Ex-Agriculture as they held in the Company prior to the Effective Date and to the holders of Class C shares of Compagnie Benjamin de Rothschild Opportunities - Commodities Ex-Agriculture a certain number of Class E shares in Edmond de Rothschild PriFund - Commodities Ex-Agriculture based on an exchange ratio calculated on the Effective Date and validated by the approved statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé") of PriFund. The exchange ratio will be calculated by dividing the net asset value of Class C shares by the net asset value of Class E shares, prevailing on the Effective Date, of Edmond de Rothschild PriFund - Commodities Ex-Agriculture. The new shares in PriFund will be issued in registered form.

Fifth Resolution:

It was decided to state that, as a result of the merger, the Compagnie Benjamin de Rothschild Opportunities will cease to exist on the Effective Date and all its shares in issue be cancelled.

Statement

The undersigned notary, in accordance with Article 271 (2) of the amended Law of 10 August 1915 on commercial companies, has verified the existence of the Merger Proposal as well as of all other formalities imposed to the Company in relation with the merger.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded only in English.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing and the members of the board, all known to the notary, by surname, Christian name, civil status and residence, the said persons signed together with the notary the present notarial deed.

Signé: P. REUTER, J. KOLBET, H. JUST, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 3 septembre 2014. Relation: RED/2014/1943. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur ff. (signé): M. ELS.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 09 septembre 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014142685/127.

(140161926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

**River Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Shco 90 S.à r.l.).**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 189.295.

In the year two thousand and fourteen.

On fourth day of September.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster (Grand-Duchy of Luxembourg),

THERE APPEARED:

Bergonia Investments S.à r.l., a private limited company, with its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg and registered with the Luxembourg trade register under number B 149542

represented by Mr Max MAYER, employee, residing professionally at Junglinster, 3, route de Luxembourg, by virtue of the attached proxy given under private seal.

Such proxy, after having been signed "ne varietur" by the notary and the proxy-holder, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

The appearing party, through its attorney, declared and requested the notary to act:

That the appearing party is the sole shareholder of the private limited company (société à responsabilité limitée) "SHCO 90 S.à r.l.", having its registered office at L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, R.C.S. Luxembourg section B number 189295, incorporated by deed of Me. Jean Seckler, on July 30, 2014, in process of being published in the Mémorial C (the "Company"),

and that the appearing party, acting as said before, has taken the following resolution:

Sole resolution

It is decided to change the name of the Company into "River Investments S.à r.l." and to amend article 2 of the articles of association of the Company which shall have henceforth the following wording:

" **Art. 2.** The company's name is "River Investments S.à r.l."."

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately EUR 900.-

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English and French states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the attorney signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze.

Le quatre septembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg),

A COMPARU:

Bergonia Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert et enregistré au registre de commerce du Luxembourg sous le numéro B149542

ici représentée par Monsieur Max MAYER, employé, ayant son domicile professionnel à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu de la procuration ci-jointe sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le notaire et le mandataire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Laquelle comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

Que la comparante est la seule et unique associée de la société à responsabilité limitée "SHCO 90 S.à r.l.", ayant son siège à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, R.C.S. Luxembourg section B numéro 189295, constituée par acte de Me. Jean Seckler en date du 30 juillet 2014, en voie de publication au Mémorial C (la «Société»),

et que la comparante a pris la résolution suivante:

Unique résolution

Il est décidé de changer la dénomination sociale de la Société en "River Investments S.à r.l." et de modifier l'article 2 des statuts de la Société, lequel aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 2.** La société prend la dénomination de "River Investments S.à r.l." "

Frais

Tous les frais et honoraires incombant à la Société à raison des présentes sont évalués à la somme de 900,- EUR

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais et le français, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, à la requête de la même personne comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 10 septembre 2014. Relation GRE/2014/3543. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé). Claire PIERRET.

Référence de publication: 2014142443/69.

(140161343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

E-Solutions International Holding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 77.808.

DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze, le huit septembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

"The AMS Foundation", société de droit panaméen avec siège social à P.H. Edificio Mossfon, Segundo Piso, Calle 54 Este, Ciudad de Panama (République de Panama),

ici représentée par Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit leurs déclarations:

I.- Que la société anonyme de gestion de patrimoine familial «E-Solutions International Holding S.A.», ayant son siège social à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 77.808, constituée suivant acte reçu par Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage, en date 14 septembre 2000, publié au Mémorial C numéro 143 du 23 février 2001. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage, en date du 17 novembre 2008, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 3039 du 30 décembre 2008.

II.- Que le capital social de la société s'élève actuellement à soixante-deux mille euros (62.000,- EUR), représenté par six cent vingt (620) actions sans désignation de valeur nominale.

III.- Que la comparante est devenue propriétaire de toutes les actions de la susdite société «E-Solutions International Holding S.A.».

IV.- Que l'activité de la société «E-Solutions International Holding S.A.» a cessé et que la comparante, en tant que seule et unique associée de la Société ("Associée unique") prononce la dissolution anticipée de la Société et sa mise en liquidation.

V. Que l'Associée unique déclare avoir pleine connaissance des statuts de la Société et qu'elle connaît parfaitement la situation financière de la Société.

VI. Que l'Associée unique, en sa qualité de liquidateur de la Société, déclare que l'activité de la Société a cessé et que le passif connu de la Société a été payé ou provisionné.

VII. Que l'Associée unique est investie de tout l'actif et qu'elle s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et impayé ou inconnu à ce jour au prorata de sa participation dans la Société VIII. Que, partant, la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

IX.- Que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

X.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans à l'ancien siège social à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

Frais

Tous les frais et honoraires résultant du présent acte, évalués à 850,- EUR euros, sont à charge de la société dissoute.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 11 septembre 2014. Relation GRE/2014/3581. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET.

Référence de publication: 2014142741/50.

(140162192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Jura S.A.- SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 85.962.

DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze, le quatre septembre.

Par devant Nous, Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

- Madame Ethel CUSTERS, demeurant à B-2630 Aartselaar, 19 Stijn Streuvelsstraat.
- Monsieur Michaël CUSTERS, demeurant à B-2550 Kontich, 10, Oever.
- Monsieur Piet CUSTERS, demeurant à B-2550 Kontich, 10, Oever.
- Madame Bernadette GOIDTS, demeurant à B-2550 Kontich, 10, Oever.

Tous ici représentés par Monsieur FONS MANGEN, expert-comptable, demeurant à Ettelbrück, en vertu de procurations sous seing privé, lesquelles procurations, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte afin d'être enregistrées avec lui.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, déclarent et requièrent le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

1. Que la société anonyme «JURA S.A.- SPF» société de gestion de patrimoine familial (SPF), ci-après dénommée "la Société", inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 85.962, a été constituée suivant acte reçu en date du 27 décembre 1991 par acte du notaire Hélène Casman à Anvers comme société anonyme belge au capital de 1.250.000.- francs belges. L'assemblée générale extraordinaire du 21 décembre 2001 devant le notaire Jan Van Bael à Anvers a décidé de changer l'objet de la société, d'augmenter le capital à 62.000.- €, par incorporation de réserves et de transférer le siège social et de direction effective de la société au Grand-Duché de Luxembourg. Par acte du notaire Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 31 décembre 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 793 du 24 mai 2002, la société est devenue une société anonyme luxembourgeoise

2. Que le capital social est fixé à soixante-deux mille euros (EUR 62.000.-), représenté par douze mille six cents (12.600) actions, sans désignation de valeur nominale.

3. Que les actionnaires représentés sont les seuls propriétaires de la totalité des actions de la prédite Société.

4. Que l'activité de la Société ayant cessé et que les comparants prononcent la dissolution anticipée de la Société et sa mise en liquidation avec effet immédiat.

5. Que les comparants, en tant qu'actionnaires (Les «Actionnaires»), se désignent eux-mêmes comme liquidateurs de la Société.

6. Que les Actionnaires déclarent fixer à tout de suite la deuxième et la troisième assemblée conformément à l'article 151 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et les tenir immédiatement l'une après l'autre.

7. Qu'en leurs capacités de liquidateurs de la Société, les Actionnaires requièrent le notaire instrumentant d'acter qu'ils déclarent avoir réglé tout le passif de la Société ou l'avoir dûment provisionné et avoir transféré tous les actifs à leur profit proportionnellement à leur participations dans la Société.

8. Que les Actionnaires sont investis de tous les éléments actifs de la Société et répondront personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la Société même inconnus à ce jour.

9. Que les déclarations des liquidateurs ont fait l'objet d'une vérification, suivant rapport en annexe, conformément à la loi, par la société anonyme "RAMLUX S.A.", établie et ayant son siège social à L-1724 Luxembourg au 9b, boulevard Prince Henri, désignée «commissaire-vérificateur» par les Actionnaires de la Société.

10. Que les Actionnaires approuvent les comptes de liquidation et donnent décharge pleine et entière au commissaire-vérificateur, concernant toute responsabilité ultérieure.

11. Que les Actionnaires prononcent la clôture de la liquidation et constatent que la Société a définitivement cessé d'exister.

12. Que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la Société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

13. Que les livres et documents de la Société dissoute, seront conservés pendant cinq ans au moins au siège social à L-1724 Luxembourg au 9B, boulevard Prince Henri.

Et à l'instant la comparante, ès-qualité qu'elle agit, a présenté au notaire instrumentaire les actions qui ont été annulées par le comparant en présence du notaire.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: F. MANGEN, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 5 septembre 2014. Relation: LAC/2014/41372. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): C. FRISING.

Référence de publication: 2014142874/63.

(140162423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

CQLT SaarGummi Technologies Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5544 Remich, 9, Op der Kopp.

R.C.S. Luxembourg B 108.936.

In the year two thousand fourteen, on the second day of the month of September;

Before the undersigned notary Carlo WERSANDT, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg);

Is held

an Extraordinary General Meeting of the shareholder of the company CQLT SaarGummi technologies S.à r.l., a private limited company ("société à responsabilité limitée") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9, Op der Kopp, L-5544 Remich, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register ("Registre de Commerce et des Sociétés") under number B 108.936 (the "Company").

THERE APPEARED:

The company CQLT International Investment Holding (HK) Limited, a limited company incorporated under the laws of Hong Kong, having its registered office at 36F, Tower Two, Times Square, 1 Matheson Street, Causeway Bay, Hong Kong, registered with the Hong Kong Companies Registry under registration number 1594854 (the "Sole Shareholder")

here represented by Dr. Shaohui ZHANG, attorney-at-law, having his professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy under private signature.

The proxy signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary shall remain appended herewith to be filed with the registration authorities.

The appearing party is the sole shareholder of the Company. As a result, ALL and WHOLE of the 2,712,830 shares currently issued in the share capital of the Company are represented at this extraordinary general meeting of the shareholder of the Company (the "Meeting"). The Sole Shareholder declares having been informed in advance of the agenda of the Meeting and waived all convening requirements and formalities. The Meeting is therefore regularly constituted and can validly deliberate and take the appropriate resolutions.

The appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary to enact the following:

1. Amendment and restatement of the articles of association of the Company in order to reform the Company's management structure;

2. Acknowledgment of the resignation of Mr. Lawrence JOHNSON from his mandates as managing director and CEO of the Company with effect as from September 1st, 2014 and granting him full discharge for the execution of his above mentioned mandates;

3. Acknowledgment of the resignation of Mr. Eduard SWORSKI from his mandates as managing director of the Company with effect as from September 1st, 2014 and granting him full discharge for the execution of his above mentioned mandates;

4. Acknowledgment of the resignation of Mr. Yong CHEN from his mandates as managing director and assistant to the management council of the Company with effect as from September 1st, 2014 and granting him full discharge for the execution of his above mentioned mandates;

5. Appointment of Class A Directors and Class B Directors of the Company;

6. Appointment of the Chairman of the Board of Directors of the Company;

7. Appointment of the Managing Directors of the Company; and,

8. Any other business.

After that the foregoing was approved by the Meeting, the Sole Shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to amend and restate the articles of association of the Company, which shall henceforth be read as follows:

Chapter I. - Form, Corporate name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Corporate name. There is hereby established a company (the "Company") in the form of a private limited company ("société à responsabilité limitée") which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Laws") and by the present articles of association (the "Articles of Association").

The Company is initially composed of one single shareholder, owner of all the shares. The Company may however at any time be composed of several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

The Company will exist under the corporate name of CQLT SaarGummi Technologies S.à r.l.

Art. 2. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Remich, Grand-Duchy of Luxembourg.

The registered office of the Company may be transferred within the municipality of Remich by decision of the board of directors.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the director(s) (the "Director(s)") or, as the case may be, the board of directors (the "Board of Directors").

In the event that, in the view of the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors.

Art. 3. Object. The object of the Company is (i) the acquisition and holding of debt and/or equity interests in any kind or form in Luxembourg and/or in foreign undertakings, (ii) the administration, development and management of such interests as well as (iii) the direct and/or indirect financial assistance to such undertakings in which it holds a participation or which are members of its group of companies.

The Company may in particular (i) acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other equity securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments representing ownership rights, claims or transferable securities issued by any public or private issuer whatsoever; (ii) exercise all rights whatsoever attached to these securities and financial instruments; (iii) grant any direct and/or indirect financial assistance whatsoever to the undertakings in which it holds a participation or which are members of its group of companies, in particular by granting loans, facilities or guarantees in any form and for any term whatsoever and provide them any advice and assistance in any form whatsoever; (iv) make bans in any form whatsoever and/or privately issue any debt instruments in any form whatsoever and (v) carry out any transactions whatsoever, whether commercial, industrial or financial, with respect to movables or immovables, which are directly or indirectly connected with its object.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Chapter II. - Capital, Shares

Art. 5. Corporate Capital. The issued capital of the Company is set at sixty seven million eight hundred thirty three thousand two hundred and fifty Euros (EUR 67,833,250.-), represented by two million seven hundred thirteen thousand three hundred and thirty (2,713,330) shares in registered form with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, all subscribed and fully paid-up.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Association or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares. The single shareholder may freely transfer its shares.

The shares may be transferred freely amongst shareholders when the Company is composed of several shareholders. Save as otherwise provided by the Laws, the shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of shareholders representing at least three quarters of the issued capital, given at a general meeting of shareholders.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company in accordance with the rules on the transfer of claims laid down in article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Association and the resolutions adopted by the single shareholder or the general meeting of shareholders.

Each share entitles to one vote, subject to the limitations imposed by the Laws.

Art. 7. Increase and reduction of capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders adopted in compliance with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by the Laws for any amendment of these Articles of Association.

The Company may acquire its own shares in view of and subject to their immediate cancellation.

Art. 8. Incapacity. Bankruptcy or Insolvency of a shareholder. The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the single shareholder or any of the shareholders does not put the Company into liquidation.

Chapter III. - Directors, Statutory auditor

Art. 9. Management. The Company shall be managed by one or two Directors, acting jointly, who need not be shareholders, or by a Board of Directors, composed of not less than three members, who need not to be shareholders.

The Director(s) or, as the case may be, the members of the Board of Directors, will be elected by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, who will determine their number and the term of their office. He (they) will hold office until their successors are elected. He (they) is re-eligible and he (they) may be removed at any time, with or without cause, by a resolution adopted by the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders.

The members of Board of Directors are divided in two categories: Class A Director and Class B Director.

The Board of Directors (if any) will appoint from among its members a chairman (the "Chairman"). It may also appoint a secretary, who need not be a member of the Board of Directors, who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors (the "Secretary").

The Chairman may also be exceptionally appointed by the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders of the Company.

Art. 10. Rules of meeting. The meetings of Board of Directors shall be held quarterly. The Board of Directors (if any) will also meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Directors (if any) must be convened if any two of its members so require.

The Chairman will preside at all meetings of the Board of Directors (if any), except that in his absence the Board of Directors (if any) may appoint another member of the Board of Directors (if any) as chairman pro tempore by vote of the majority present at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least one week's notice of Board of Directors meetings (if any) shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by the consent in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, of each member of the Board of Directors (if any). No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors (if any).

Every Board of Directors meeting (if any) shall be held in Luxembourg or such other place as the Board of Directors (if any) may from time to time determine. Any member of the Board of Directors (if any) may act at any meeting of the Board of Directors (if any) by appointing in writing another member of the Board of Directors (if any) as his proxy.

The minimum quorum is taken by a simple majority of directors, with the precision that at least two (2) Class A directors shall be present or represented.

One or more members of the Board of Directors (if any) may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting.

In case of urgency, a written decision, signed by the majority of the members of the Board of Directors including necessarily signature of at least two (2) Class A directors of the Company, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Directors (if any) which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and signed by one or several members of the Board of Directors (if any).

Art. 11. Voting Power. Decisions will be taken by a majority of the votes of the members of the Board of Directors (if any) present or represented at such meeting. Each director being present or represented shall have one vote. Decisions shall be validly voted and made by the majority of the members of the Board of Directors including necessarily affirmative vote of at least two (2) Class A directors. In the event of a split vote, the Chairman of the board shall have a casting vote.

Art. 12. Matters submitted to approval and resolution of the BOD.

1. Matters to be resolved by the BOD meeting

The following matters shall be discussed, deliberated and decided by the BOD meeting in accordance with the rules of meeting and voting set forth above:

- 1) formation or dissolution of advisory or supervisory boards or similar bodies of any of the Subsidiaries of the Company;
- 2) amendment to the articles of association or any other organizational document (e.g. Rules of Procedure) of any of the Subsidiaries of the Company;
- 3) Establishment, dissolution or change of organization and salary system of the Company or any of the Subsidiaries;
- 4) the determination of the annual budget, investment plan, earnings plan, balance sheet plan, human resources and headcount plan, as well as capital expenditure (including rental and leasing) plan of the Company and any of the Subsidiaries;
- 5) the adjustment of the annual budget, investment plan, earnings plan, balance sheet plan, human resources and headcount plan, as well as capital expenditure (including rental and leasing) plan of the Company and any of the Subsidiaries. If the deviation value is above 20%, it shall be approved by the Shareholder Resolution;
- 6) the conclusion, termination or alteration of non-production or nonproduction related intercompany agreements such as domination and profit and loss transfer agreements or silent partnership agreements involving the Company or any of the Subsidiaries;
- 7) the assumption of sureties, guarantees or similar liabilities outside the ordinary course of business of the Company or any of the Subsidiaries;
- 8) the granting of loans or other credits outside the ordinary course of business of the Company or any of the Subsidiaries;
- 9) conclusion of, negotiations of, amendments of, and/or material decisions regarding joint venture agreements, cooperation agreements, letters of intent to enter into joint ventures, side agreements with third parties in the context of cooperation or potential cooperation or any other related agreements of the Company or any of the Subsidiaries;
- 10) institution or settlement of legal disputes with a value in dispute exceeding EUR 350,000 or such with a fundamental significance for the Company or any of the Subsidiaries;
- 11) pension commitments as well as the granting of profit-related remuneration for employees in case that such remuneration exceeds 40% of the total remuneration of the Company or any of the Subsidiaries; conclusion of material collective bargaining agreements by the Company or any of the Subsidiaries.

2. General matters to be resolved by BOD

The following matters may be discussed, deliberated and decided by at least two (2) Class A and one (1) Class B directors of the Company:

- 1) acquisition, sale, mortgaging of or other disposition of material property rights and intellectual property rights which is assessed or valued under EUR 750,000 by the Company or any of the Subsidiaries;
- 2) single non-budgeted investment with an amount of more than EUR 250,000. If the single non-budgeted investment is in an amount of more than EUR 1,000,000, it must also be submitted to BOD meetings for decision;
- 3) recruitment, appointment or dismissal of employees at the Company or any of the Subsidiaries who directly reports to the top management (including but not limited to Department directors of the Company, general directors and CFO of any Subsidiaries) and other employees whose annual salary is above the average salary level of Department directors of the Company;

4) assumption of sureties, collaterals, guarantees, acceptance liability and similar liabilities by the Company or any of the Subsidiaries in the ordinary course of business, if the value exceeds EUR 350,000 in individual cases, or in cases where the existing liability risk from obligations of that kind already exceeds the balance sheet equity capital of the company, or where such a risk exists;

5) taking up (but not the prolongation) of loans from third parties, other than of the SG Group or CQLT International Investment Holding (HK) Limited or CQLT International Management Holding (HK) Limited including its Labuan branch;

6) issuance or revocation of general powers of attorney or proxies by the Company or any of the Subsidiaries;

7) entering into factoring agreements (recourse or non-recourse) by the Company or any of the Subsidiaries if the nominal amount of the forfeited claim in each case exceeds EUR 500,000;

8) entering into any consultancy agreement by the Company or any of the Subsidiaries with third parties, with annual consultancy fees or other costs exceeding EUR 500,000;

9) matters shall be decided by the top management of the Company but shall be submitted to the BOD for decision by CEO; and,

10) acceptance of any extraordinary contract terms from Customers.

Art. 13. Powers of the Management. The Director(s) or as the case may be, the Board of Directors, is (are) vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the Articles of Association or by the Laws to the single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders are in the competence of the Director(s) or as the case may be, the Board of Directors.

Art. 14. Management Fees and Expenses. The Director(s) or as the case may be, the members of the Board of Directors, may receive a management fee in respect of the carrying out of his (their) management of the Company and shall in addition be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the Director(s) in relation with such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 15. Directors' Liability. No Directors or, as the case may be, no members of the Board of Directors commit themselves, by reason of their functions, to any personal obligations in relation to those taken on behalf of the Company. Any such Director or member of the Board of Directors is only liable for the performance of their duties.

Art. 16. Delegation of Powers - Representation of the Company. The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management of the Company and the representation of the Company for such management to any person. In case that such delegation is made to one or more Board member(s), such delegation is subject to the prior authorisation of the single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders. The Board may also confer all powers and special mandates to any persons who need not be Director(s), appoint and dismiss all officers and employees and fix their emoluments.

The Company shall be bound, towards third parties, by the joint signature of two (2) Class A Directors and any one (1) of Class B Director.

In case of urgency, under the condition that the shareholder's authorization has been granted, single or joint signature of any Class A director or Class B director may bind the Company subject to subsequent confirmation of the Board of Directors.

The Company will further be bound towards third parties by the single or joint signature of any persons to whom special signatory power has been delegated by the Director(s) or as the case may be, the Board of Directors, within the limits of such special power in accordance with these Articles.

Art. 17. Conflicts of interest - Indemnity. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that a member of the Board of Directors, the Director(s), officers or employees of the Company have a personal interest in, or is a shareholder, director, officer or employee of such other company or firm. Any person related as afore described to any company or firm with which the Company contract or otherwise engage in business shall not, by reason solely of such affiliation with such other company or firm, be prevented from voting or otherwise acting upon any matters with respect to such contract or business.

Notwithstanding the above, in the event that any member of the Board of Directors or any Director (in case there are two) has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such member of the Board of Directors or such Director shall make known such personal interest to the Board of Directors or the other Director and shall not deliberate or vote on any such transaction. Such transaction and such interest of the member of the Board of Directors or of any Director therein shall be reported to the next general meeting of shareholders.

The Company shall indemnify the members of the Board of Directors, the Manager(s), officers or employees of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages to be paid and expenses reasonably incurred by them in connection with any action, suit or proceeding to which they may be made a party by reason of them being or having been members of the Board of Directors, Directors, officers or employees of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which they are not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which they shall be finally adjudged

in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the present Articles of Association may be entitled.

Art. 18. Records of Director Resolutions. The resolutions of the Director(s) (if any) shall be recorded in writing. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by any one Director.

The minutes of any meeting of the Board of Directors will be signed by the Chairman of the meeting. Any proxies will remain attached thereto. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman and by the Secretary (if any) or by any two members of the Board of Directors.

Art. 19. Auditors. The business of the Company and its financial situation, including more in particular its books and accounts, may and shall in the cases provided by law, be reviewed by one or more auditors, who need not be shareholders.

The auditor(s) will be elected by the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, who will determine their number, for a period not exceeding six years, and they will hold office until their successors are elected. They are re-eligible and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution adopted by the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders.

Chapter IV. - General meeting of shareholders

Art. 20. Powers of the Meeting of Shareholders. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

The general meeting of shareholders shall have such powers as are vested with the general meeting of shareholders pursuant to these Articles of Association and the Laws.

If the Company is composed of one single shareholder, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of shareholders. Articles 194 to 196 and 199 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as modified, are not applicable to that situation.

Art. 21. Annual General Meeting. The annual general meeting of shareholders, to be held only if the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting, on the last day of May at 11:00 am.

If such day is a public holiday, a Saturday or a Sunday, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 22. Other General Meetings. If the Company is composed of no more than twenty five (25) shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors to the shareholders in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. In this latter case, the shareholders are under the obligation to, within a delay of fifteen (15) days as from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and send it to the Company by any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of shareholders shall mutatis mutandis apply to the adoption of written resolutions.

Unless there is only one single shareholder, the shareholders may meet in a general meeting of shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with these Articles of Association or the Laws, by the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors, subsidiarily, by the statutory auditor (if any) or, more subsidiarily, by shareholders representing half of the corporate capital. The convening notice sent to the shareholders will specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for an extraordinary general meeting shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Association and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company. If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Shareholders' meetings, including the annual general meeting of shareholders (if any), may be held abroad if, in the judgment of the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 23. Matters submitted exclusively to the competence of shareholders. The following matters are submitted exclusively to the competence of the shareholder(s) of the Company:

1) planning and development of the fundamental business strategy of the SG Group as well as transactions and actions affecting the corporate structure or the fundamental business strategy of the Company, Subsidiaries and/or the SG Group or leading to an essential modification of the development of the Company, Subsidiaries and/or the SG Group, in particular starting new business lines and the abandonment or essential limitation of previous business, mergers, spin-offs, business combinations, conversions, consolidation, recapitalization, restructurings or similar measures;

- 2) amendment to the articles of association of the Company or any other organizational document (e.g. Rules of Procedure) of any of the Subsidiaries;
- 3) formation or dissolution of advisory or supervisory boards or similar bodies of the Company or any of the Subsidiaries;
- 4) Recruiting, appointing or dismissal of members of BOD or of Top Management of the Company (including but not limited to CEO, COO, CFO, CHRO etc.);
- 5) initiation of bankruptcy, dissolution, liquidation or winding up proceedings of the Company or any of the Subsidiaries;
- 6) deliberation and approval the annual budget, annual account as well as the profit distribution plan and loss recovery plan of the Company or any of the Subsidiaries;
- 7) change of auditor of the Company or of any of the Subsidiaries;
- 8) change of material accounting principles of the Company or those of any of the Subsidiaries, unless such change is required by law, IFRS or local applicable GAAP (generally accepted accounting principles);
- 9) any investment project of the Company or Subsidiaries such as new construction, expansion, reconstruction, relocation etc., which is over EUR 1,000,000;
- 10) Mergers, splitting-off and starting new business by means of investment, or acquiring equity in other companies of any kind by purchasing shares or other methods; the sale or purchase of shares in other companies of any kind, acquisition of business operations as a going concern or essential parts thereof; termination of other companies of any kind, capital increase (or reduction) in other companies; transferring, and expanding equity (or shrinking), by the Company or any of the Subsidiaries;
- 11) issuance and listing of stocks, issuance of convertible bonds, and engagement in financial derivatives business such as futures, options, forwards, swaps by the Company or any of the Subsidiaries; commodity futures trading or rights transactions in stock exchange by the Company or any of the Subsidiaries;
- 12) assumption of external sureties, guarantees and donations for the benefit of third parties by the Company or any of the Subsidiaries;
- 13) the acquisition, sale, mortgaging of or other disposition on material property rights and intellectual property rights which is assessed or valued over EUR 750,000 by the Company or any of the Subsidiaries;
- 14) establishment of off-shore companies; and,
- 15) any other power expressly reserved by the Articles of Association or by the Laws to the single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders.

Art. 24. Attendance - Representation at a Meeting of Shareholders. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, to be transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself. The Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors, may determine the form of proxy and may request that the proxies be deposited at the place indicated by the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors at least five days prior to the date set for the meeting. Any legal entity, being a shareholder, may execute a form of proxy under the hand of a duly authorised officer, or may authorise such person as it thinks fit to act as its representative at any general meeting of shareholders, subject to the production of such evidence of authority as the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors, may require. The Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors may determine any other conditions that must be fulfilled in order to take part in a general meeting of shareholders.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned. The co-proprietors, the usufructuaries and bare-owners of shares, the creditors and debtors of pledged shares must appoint one sole person to represent them at any general meeting of shareholders.

Art. 25. Proceedings at a Meeting of Shareholders. Any general meeting of shareholders shall be presided by the Chairman or by a person designated by the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors.

The chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one scrutineer to be chosen from the shareholders present or represented.

The chairman, the secretary and the scrutineer thus appointed together form the board of the general meeting.

Art. 26. Vote at a Meeting of Shareholders. An attendance list indicating the name of the shareholders and the number of shares for which they vote is signed by each one of them or by their proxy prior to the opening of the proceedings of the general meeting of shareholders.

The general meeting of shareholders may deliberate and vote only on the items comprised in the agenda.

Voting takes place by a show of hands or by a roll call, unless the general meeting of shareholders resolves to adopt another voting procedure.

At any general meeting of shareholders other than an extraordinary general meeting convened for the purpose of amending the Company's Articles of Association or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and

majority requirements of an amendment to the Articles of Association, resolutions shall be adopted by a majority of shareholders present or represented, representing at least half of the issued capital.

At any extraordinary general meeting of shareholders, convened in accordance with these Articles of Association or the Laws, for the purpose of amending the Company's Articles of Association or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Association, resolutions are validly adopted only by a majority of shareholders representing at least three quarters of the issued capital.

Art. 27. Minutes of shareholder(s)' resolutions. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the chairman, the secretary and the scrutineer of the meeting and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies of the resolutions adopted by the single shareholder, the minutes of the general meeting of shareholders as well as the written shareholders resolutions to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman or any Director.

Chapter V. - Executive committee

Art. 28. Composition. The Executive Committee shall be composed of all managing directors and Tier one officers of the Company (including but not limited to CEO, COO, CFO, CHRO etc.).

CEO is the President of the Executive Committee of the Company.

Art. 29. Power of Executive Committee. The power of Executive Committee consists in daily management of the Company which fall outside of the power of the Board of Directors and shareholders. The Executive Committee shall have the powers that are not expressly reserved to the single shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders, or the Board of Directors, but the exercise of such powers shall be:

- a. within the budget approved by the Board of Directors; and
- b. within the scope of authorization of the Board of Directors or the single shareholder.

Decisions of the Executive Committee can only be made by the majority of votes of all managing directors. If the majority votes of all managing directors can not be achieved, the CEO shall submit such matter to the Board of Directors for decision.

Art. 30. Matters submitted to resolution of the Executive Committee.

1. Matters to be resolved by the Executive Committee meeting

The following matters shall be discussed, deliberated and decided by the Executive Committee by receiving a majority vote of all members of the the Executive Committee including necessarily the President of the Executive Committee (i.e.CEO of the Company). In the event of a split vote, the President of the Executive Committee has the casting vote. All decisions made by the Executive Committee shall be binding to the Company.

If the majority votes of all managing directors can not be achieved, any member of Executive Committee has the right to submit this issue to the Board of Directors to discuss and to decide.

- 1) all matters requiring the decision of all the management team members under statutory law or the articles of association;
- 2) all transactions requiring the approval or positive recommendation of the Board of Directors;
- 3) proposals for passing of shareholder resolutions by the General Meeting;
- 4) the preparation of annual accounts/budget and the annual report;
- 5) Single non-budgeted investments with an amount of more than EUR 62,000 up to an amount of EUR 250,000;
- 6) the conclusion of supply and performance contracts in which the individual value of the obligations to supply and to perform to be assumed by the Company or any of the Subsidiaries exceed the balance sheet equity capital of the company, or where said liability risk will or may exceed said equity capital as a result of said assumption of liability;
- 7) Sales contract to be signed whose single contractual lifetime EBITDA margin per project is estimated to be below the EBITDA margin decided by the BOD;
- 8) the addition of a new supplier to the approved supplier list and/or the change of the supplier for a released product;
- 9) institution or settlement of legal disputes with a value in dispute exceeding EUR 62,000;
- 10) the assumption of sureties, collaterals, guarantees or similar liabilities and the entering into acceptance liability ("Wechselerbindlichkeiten") by the Company or any of the Subsidiaries within the ordinary course of business;
- 11) the granting of one-off payments or bonuses for special achievements or extraordinary engagements to Tier 2 or Tier 3 employees of the company or any of the Subsidiaries if the value exceeds 3% of the fixed yearly salary;
- 12) Recruiting, appointing or dismissal of employees at the Company who directly reports to the top management of the Company and other employees including those of Subsidiaries whose annual salaries are above the average salary level of Tier 2 officers of the Company;
- 13) the issuance or revocation of general powers of attorney or proxies by any of the Subsidiaries;

14) entering into any consultancy agreement by the Company or any of the Subsidiaries with another party triggering annual consultancy fees or other costs exceeding EUR 62,000;

15) enter into factoring agreements (recourse or non-recourse) by the Company or any of the Subsidiaries if the nominal amount of the forfeited claim in each case does not exceed EUR 500,000;

16) to grant intercompany loans or asset transfer between the subsidiaries;

17) Except the above-mentioned matters, any other matter that is required by the President of the Executive Committee to be submitted to the Executive Committee Meeting for discussion.

2. General matters

General matters falling into the competence of the Executive Committee shall be discussed, deliberated and decided by of the President of the Executive Committee and at least one managing director who is responsible for the discussed sector.

3. Business transactions requiring a prior positive recommendation

Decisions of those matters which exceed the power of managing directors including but not limited to Business transactions requiring a prior positive recommendation, as defined in a separate Rules of Procedure for the managing directors of the Company, are binding to the Company only when these are discussed by the Executive Committee, jointly signed by the majority of managing directors including the President of Executive Committee and approved by the Shareholder(s) Resolution or Board Resolution.

Art. 31. Signature Power of the Executive Committee. Except otherwise empowered by the Board of Directors or by the shareholder(s), the Company will also be bound towards third parties by the joint signature of at least two (2) members of the Executive Committee including necessarily the signature of the President of the Executive Committee (i.e. the CEO of the Company), provided that such signature power has been duly granted pertaining to a matter which has been duly deliberated and resolved by the Executive Committee in accordance with the Articles.

Art. 32. Classification of the daily management team. The Company's daily management team shall be classified into three levels: Tier one, Tier two and Tier three.

Tier 1 officers shall be appointed and dismissed by the shareholder.

Tier 2 officers shall be nominated by Tier 1, appointed and dismissed by BOD.

Tier 3 officers shall be appointed and dismissed by Tier 2.

Chapter VI. - Financial year, Distribution of earnings

Art. 33. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January in each year and ends on the thirty-first day of December in the same year.

Art. 34. Adoption of financial statements. At the end of each financial year, the accounts are closed, the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors draw(s) up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws and Luxembourg accounting practice.

The annual accounts are submitted to the single shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders, who shall consider and, if thought fit, adopt these annual accounts.

Prior to such approval, each shareholder or its attorney-in-fact may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than 25 shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 35. Appropriation of Profits. From the annual net profits of the Company at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as such Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

After the allocations to the Legal Reserve, the single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits, will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium, to the shareholders, each share entitling to the same proportion in such distributions.

Subject to the conditions fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors fix(es) the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 36. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved prior to the term provided in article 4 of the present Articles of Association, by a resolution of the single shareholder, or, as the case may be, by the general meeting of shareholders adopted in compliance with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by the Laws for any amendment of these Articles of Association.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors or such other person (who may be physical persons or legal entities) appointed by the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, who will determine their powers and their compensation.

After payment of all debts of and any charges against the Company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholders in conformity with and so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Chapter VIII. - Applicable law

Art. 37. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Association shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to acknowledge the resignation of Mr. Lawrence Johnson from his mandates as managing director and CEO of the Company with effect as from September 1st, 2014 and to grant him full discharge for the execution of his above mentioned mandates.

Third resolution

The Sole Shareholder resolved to acknowledge the resignation of Mr. Eduard SWORSKI from his mandates as managing director of the Company with effect as from September 1st, 2014 and granting him full discharge for the execution of his above mentioned mandates.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolved to acknowledge the resignation of Mr. Yong CHEN from his mandates as managing director and assistant to the management council of the Company with effect as from September 1st, 2014 and granting him full discharge for the execution of his above mentioned mandates.

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolved to appoint the following people as Class A Directors and Class B Directors of the Company with immediate effect and for an undetermined period:

- Class A Directors of the Company:

1) Mr. Wenqing ZHANG, company director, born on January 10, 1956, residing at No.1202 Room, No.10 Lane, 698 Macao Road, Putuo District, Shanghai, China;

2) Mr. Ling CUI, company director, born on September 01, 1962, residing at No.401 Room, No.5 Lane, 99 Guonian Road, Yangpu District, Shanghai, China;

- Class B Directors of the Company:

1) Mr. Yingming XIE, company director, born on November 22, 1967, residing at 6-1 Room, No.4 Building, 79 Yan Tangwan Street, Hechuan, Chongqing, China;

2) Mr. Michael LORIG, company director, born on February 25, 1968, residing at Wiesmahdstraße 1, 82131 Gauting, Germany;

3) Mr. Lawrence JOHNSON, company director, born on July 13, 1963, residing at 567 Ridge Point Drive Dundee, Michigan, 48131, United States.

Sixth resolution

The Sole Shareholder resolved to appoint Mr. Ling CUI as Chairman of the Board of Directors of the Company with immediate effect and for an undetermined period.

Seventh resolution

The Sole Shareholder resolved to appoint the following people as Managing Directors or Daily Management officers of the Company with immediate effect and for an undetermined period:

1) Mr. Michael LORIG, Managing Director, CEO, prequalified;

2) Mr. Eduard SWORSKI, CFO, born on October 29, 1967, residing at Kremserstr.1, 90475 Nürnberg D;

3) Mr. Yong CHEN, Daily Management Officer, born on April 03, 1970, residing at A2-13-6 Xinchenglvuyan, Longji Road, Yubei District, Chongqing, China;

4) Mr. Ling CUI, Managing Director, prequalified.

There being no other business, the meeting has been closed.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the aforesaid amendment of Articles of Association are estimated at one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

Statement

The undersigned notary who knows English, states herewith that upon request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the German text, the English text will prevail.

Whereas, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the appearing person, who is known by the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, notary, this original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am zweiten Tag des Monats September;

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg);

Wird eine außerordentliche Hauptversammlung der Anteilhaber der Gesellschaft CQLT SaarGummi technologies S.à r.l., eine dem Recht des Großherzogtums Luxemburg unterliegenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung („société à responsabilité limitée“), mit Gesellschaftssitz in 9, Op der Kopp, L-5544 Remich, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg („Registre de Commerce et des sociétés“) unter der Nummer B 108.936 (die „Gesellschaft“), abgehalten.

IST ERSCHIENEN:

Die Gesellschaft CQLT International Investment Holding (HK) Limited, eine nach dem Recht von Hong Kong gegründete Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit eingetragenem Sitz in 99, Queen's Road Central, Hong Kong - 31/F, eingetragen im Handelsregister unter der Nummer 1594854 (die „Alleingeschafterin“).

hier vertreten durch Dr. Shaohui ZHANG, Rechtsanwalt, beruflich ansässig in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht.

Die erteilte Vollmacht, nach ne varietur Paraphierung durch den Erschienenen und den unterzeichneten Notar, bleibt gegenwärtigen Beschlüssen als Anlage beigelegt, um mit denselben bei Registrierungsbehörden registriert zu werden.

Die erschienene Partei ist die Alleingeschafterin der Gesellschaft. Folglich sind die 2,712,830 Anteile, die derzeit das gesamte ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft darstellen, vollständig in dieser außerordentlichen Hauptversammlung der Geschafter der Gesellschaft vertreten (die „Versammlung“). Die Alleingeschafterin bestätigt zunächst, dass sie im Voraus über die Tagesordnung der Versammlung informiert wurde und auf sämtliche Einberufungsbedingungen und Einberufungsformalitäten verzichtet. Somit ordnungsgemäß zusammengetreten, kann die Versammlung gültig beraten und entsprechende Beschlüsse fassen.

Die erschienene Partei, vertreten wie oben erwähnt, ersucht den unterzeichneten Notar, folgende Beschlüsse urkundlich festzustellen:

1. Die Änderung und die Neufassung der Gesellschaftssatzung zwecks der Reformierung der Führungsstruktur der Gesellschaft;

2. Die Anerkennung des Rücktritts von Herrn Lawrence Johnson von seinen Mandaten als geschäftsleitender Direktor und CEO der Gesellschaft mit Wirkung ab dem 1. September 2014, und die Erteilung der vollständigen Entlastung bezüglich der Ausübung seiner zuvor erwähnten Mandate;

3. Die Anerkennung des Rücktritts von Herrn Eduard SWORSKI von seinen Mandaten als geschäftsleitender Direktor der Gesellschaft mit Wirkung ab dem 1. September 2014, und die Erteilung der vollständigen Entlastung bezüglich der Ausübung seines zuvor erwähnten Mandats;

4. Die Anerkennung des Rücktritts von Herrn Yong CHEN von seinen Mandaten als geschäftsleitender Direktor und Assistent des geschäftsleitenden Ausschusses der Gesellschaft mit Wirkung ab 1. September 2014, und die Erteilung der vollständigen Entlastung bezüglich der Ausübung seiner zuvor erwähnten Mandate;

5. Ernennungen der Klasse A Direktoren und der Klasse B Direktoren der Gesellschaft;

6. Ernennung des Vorstandsvorsitzenden der Gesellschaft;

7. Ernennung der geschäftsleitenden Direktoren der Gesellschaft; und,

8. Sonstiges.

Nachdem das Vorstehende von der Versammlung genehmigt wird, beschließt die Alleingeschafterin, was folgt:

Erster Beschluss

Die Alleingeschafterin beschließt, die Gesellschaftssatzung zu ändern und neuzufassen, welche fortan folgenden Wortlaut haben soll.

Kapitel I. - Form, Name, Sitz, Zweck, Dauer

Art. 1. Form, Name. Hiermit wird eine Gesellschaft (die „Gesellschaft“) in Form einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet, die den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg (die „Gesetze“) und den Bestimmungen der vorliegenden Satzung (die „Satzung“) unterliegt.

Die Gesellschaft besteht ursprünglich aus einem Alleingesellschafter, der Eigentümer aller Gesellschaftsanteile ist. Die Gesellschaft kann jedoch zu jeder Zeit insbesondere nach einer Übertragung oder einer Neuauflage von Gesellschaftsanteilen aus mehreren Gesellschaftern bestehen, deren Anzahl, vierzig (40) nicht übersteigen darf.

Die Gesellschaft existiert unter dem Namen CQLT SaarGummi Technologies S.à.r.l.

Art. 2. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Gesellschaftssitz in der Stadt Remich, Großherzogtum Luxemburg.

Der Gesellschaftssitz kann aufgrund eines Beschlusses des Verwaltungsrates an jeden anderen Ort innerhalb der Gemeinde Remich verlegt werden.

Zweigniederlassungen oder andere Büros der Gesellschaft im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland können durch einen Beschluss des/der Direktor(en) oder des Verwaltungsrates errichtet werden.

Sollte(n) der/die Direktor(en) oder gegebenenfalls der Verwaltungsrat der Auffassung sein, dass außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, die die normale Geschäftsführung der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die Verbindung mit dem Gesellschaftssitz beziehungsweise zwischen dem Gesellschaftssitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur völligen Beilegung der außergewöhnlichen Ereignisse, ins Ausland verlegt werden. Diese vorübergehenden Maßnahmen haben keinerlei Auswirkungen auf die Staatsangehörigkeit der Gesellschaft, welche ungeachtet der provisorischen Verlegung ihres Sitzes weiterhin den luxemburgischen Gesetzen unterliegt. Diese vorübergehenden Maßnahmen sind von dem/den Geschäftsführer(n) oder gegebenenfalls dem Verwaltungsrat zu beschließen und den hiervon betroffenen Dritten mitzuteilen.

Art. 3. Zweck. Der Zweck der Gesellschaft ist (i) der Kauf und das Halten von Darlehensund/ oder Kapitalbeteiligungen in jeder Art oder Form in luxemburgischen und/oder ausländischen Unternehmen, (ii) die Verwaltung, Entwicklung und Leitung solcher Beteiligungen sowie (iii) die mittelbare und/oder unmittelbare finanzielle Unterstützung der Unternehmen, in denen sie Anteile hält oder welche der Gesellschaftsgruppe angehören.

Die Gesellschaft kann insbesondere (i) mittels Zeichnung, Ankauf, Tausch oder auf jede andere Weise, Aktien, Anteile und andere Wertpapiere, Anleihen, Schuldverschreibungen, Hinterlegungsscheine, andere Schuldtitel, und generell jegliche Wertpapiere und Finanzinstrumente, welche Eigentumsrechte, Forderungen oder von öffentlichen oder privaten Emittenten ausgestellte übertragbare Wertpapiere darstellen, erwerben; (ii) alle Rechte ausüben, die diesen Wertpapieren und Finanzinstrumenten anhängen; (iii) den Unternehmen, in denen sie Anteile hält oder welche der Gesellschaftsgruppe angehören, mittelbare und/oder unmittelbare finanzielle Unterstützung gewähren, insbesondere mittels der Gewährung von Darlehen, Fazilitäten und Garantien in jeglicher Form und für jegliche Dauer, und ihnen Rat und Unterstützung in jeder Form gewähren; (iv) Darlehen in jeglicher Form aufnehmen und/oder, Schuldtitel in jeglicher Form privat auflegen und (v) jegliche Geschäfte abwickeln, egal ob kommerzieller, industrieller oder finanzieller Natur, ob mit Bezug auf bewegliche oder unbewegliche Güter, die mittelbar oder unmittelbar mit dem Gesellschaftsgegenstand verbunden sind.

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Kapitel II. - Kapital, Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Kapital der Gesellschaft beträgt siebenundsechzig Millionen achthundertdreiunddreißigtausend zweihundertfünfzig Euro (EUR 67,833,250.-), das auf zwei Millionen siebenhundertdreizehntausend dreihundertdreißig (2,713,330) Namensanteile entfällt, mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), alle gezeichnet und vollständig eingezahlt.

Jeder Anteil ist vorbehaltlich gegenteiliger Bestimmungen des Gesetzes oder der vorliegenden Satzung mit denselben Rechten und Pflichten ausgestattet.

Zusätzlich zu dem Gesellschaftskapital kann ein Aufgeldkonto eingerichtet werden, in das sämtliche Emissionsaufgelder, die auf einen Anteil zusätzlich zu seinem Nennwert eingezahlt werden, übertragen werden. Der Betrag dieses Aufgeldkontos kann für die Zahlung von Anteilen, die die Gesellschaft von ihren Gesellschaftern zurückkauft, zum Ausgleich von realisierten Nettoverlusten, zur Auszahlung an die Gesellschafter in Form von Dividenden oder zur Bereitstellung der gesetzlichen Rückstellungen genutzt werden.

Art. 6. Anteile. Der Alleingesellschafter kann seine Anteile frei übertragen.

Besteht die Gesellschaft aus mehreren Gesellschaftern, sind die Anteile zwischen ihnen frei übertragbar. An Nichtgesellschafter, soweit die Gesetze nicht etwas anderes bestimmen, dürfen die Anteile nur mit dem bei einer Hauptversammlung erklärten Einverständnis der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des ausgegebenen Kapitals darstellen, übertragen werden.

Die Übertragung von Anteilen muss durch eine notarielle Urkunde oder durch einen privatschriftlichen Vertrag belegt werden. Solange, gemäß den in Artikel 1690 des Bürgerlichen Gesetzbuchs Luxemburgs über die Forderungsübertragung

festgelegten Regeln, eine solche Übertragung der Gesellschaft nicht ordnungsgemäß angezeigt oder von ihr angenommen worden ist, ist eine jede derartige Übertragung der Gesellschaft und Dritten gegenüber nicht bindend.

Das Eigentum an einem Anteil beinhaltet zugleich implizit das Einverständnis mit der Satzung und den von dem Alleingesellschafter oder von der Hauptversammlung angenommenen Beschlüssen.

Jeder Anteil berechtigt zu einer Stimme, vorbehaltlich der durch die Gesetze auferlegten Beschränkungen.

Art. 7. Erhöhung oder Herabsetzung des Kapitals. Das ausgegebene Kapital der Gesellschaft kann einmalig oder mehrfach durch einen Beschluss des Alleingeschafters oder, wo dies der Fall ist, der Hauptversammlung, der in Übereinstimmung mit den nach dieser Satzung oder den hinsichtlich der Änderung dieser Satzung anwendbaren Gesetzen erforderlichen Quorum und Mehrheiten gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

Die Gesellschaft darf ihre eigenen Anteile im Hinblick und zwecks ihrer unverzüglichen Annullierung erwerben.

Art. 8. Handlungsunfähigkeit, Konkurs oder Insolvenz eines Gesellschafters. Die Handlungsunfähigkeit, der Konkurs oder die Insolvenz oder ein vergleichbarer den Alleingesellschafter oder einen der Gesellschafter betreffenden Umstand führt nicht zur Auflösung der Gesellschaft.

Kapitel III. - Geschäftsführer, Revisoren

Art. 9. Führung. Die Gesellschaft wird durch einen oder zwei Direktoren, die nicht Gesellschafter sein müssen, gemeinschaftlich oder durch einen Verwaltungsrat, der aus nicht weniger als drei Mitgliedern besteht, die nicht Gesellschafter sein müssen, geführt.

Der/die Direktor(en) oder, den Umständen entsprechend, die Verwaltungsratsmitglieder werden von dem Alleingesellschafter oder, wo dies der Fall ist, von der Hauptversammlung gewählt, welche deren Anzahl und deren Amtsdauer festlegen/-t. Sie verbleiben bis zur Wahl ihrer Nachfolger im Amt. Sie sind erneut wählbar und können jederzeit, mit oder ohne Angabe von Gründen, durch einen Beschluss des Alleingeschafters oder, wo dies der Fall ist, der Hauptversammlung abberufen werden.

Die Verwaltungsratsmitglieder sind in zwei Kategorien aufgeteilt: Klasse A Direktoren und Klasse B Direktoren.

Der Verwaltungsrat (falls es einen solchen gibt) ernannt aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden (der „Vorsitzende“). Der Verwaltungsrat kann ebenso einen Schriftführer ernennen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der für die Protokollführung während der Sitzungen des Verwaltungsrates verantwortlich ist (der „Schriftführer“).

In Ausnahmefällen kann der Vorsitzende von dem Alleingesellschafter oder, wo dies der Fall ist, von der Hauptversammlung der Gesellschaft ernannt werden.

Art. 10. Sitzungsordnung. Die Verwaltungsratssitzungen werden vierteljährlich abgehalten. Der Verwaltungsrat (falls es einen solchen gibt) tritt ebenfalls nach Einberufung durch den Vorsitzenden zusammen. Eine Verwaltungsratssitzung (falls es einen Verwaltungsrat gibt) muss ferner auf Wunsch zweier seiner Mitglieder einberufen werden.

Der Vorsitzende steht allen Sitzungen des Verwaltungsrates (falls es einen solchen gibt) vor, es sei denn, dass der Verwaltungsrat (falls es einen solchen gibt) wegen der Abwesenheit des Vorsitzenden ein anderes Mitglied als Vorsitzenden auf Zeit durch Mehrheitswahl in dieser Sitzung ernannt hat.

Außer in Dringlichkeitsfällen oder bei einer vorher erteilten Zustimmung aller Teilnehmberechtigten, werden die Sitzungen des Verwaltungsrates (falls es einen solchen gibt) mindestens eine Woche vor ihrem Termin schriftlich und mittels einem die Übermittlung von Schriftstücken gewährleistenden Kommunikationsmittel einberufen. Jedes solche Einberufungsschreiben soll Ort und Zeit der Sitzung sowie die Tagesordnung und die Eigenart der zu behandelnden Geschäftstätigkeit angeben. Jedes Mitglied des Verwaltungsrates (falls es einen solchen gibt) kann schriftlich mittels eines die Übermittlung von Schriftstücken gewährleistendes Kommunikationsmittels auf die Benachrichtigung verzichten. Für Sitzungen, deren Veranstaltungsort und -zeit in einem zuvor angenommenen Beschluss des Verwaltungsrates (falls es einen solchen gibt) festgelegt worden sind, ist keine gesonderte Benachrichtigung erforderlich.

Jede Verwaltungsratssitzung findet in Luxemburg oder an jedem anderen Ort, den der Verwaltungsrat (falls es einen solchen gibt) von Zeit zu Zeit hierfür bestimmt hat, statt. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich bei den Verwaltungsratssitzungen durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen, indem er dieses hierzu schriftlich bevollmächtigt.

Das Mindestquorum wird mit einer einfachen Mehrheit der Direktoren erreicht, mit der Präzisierung, dass mindestens zwei (2) Klasse A Direktoren anwesend oder vertreten sein sollen.

Ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder können an einer Sitzung durch eine Telefonkonferenzschaltung oder mittels ähnlichem Kommunikationsmittel, welches gewährleistet, dass die teilnehmenden Personen gleichzeitig miteinander kommunizieren können, teilnehmen. Diese Teilnahmeform wird der persönlichen Anwesenheit in einer Sitzung gleichgestellt.

In Dringlichkeitsfällen steht eine von der Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder, einschließlich notwendigerweise mindestens zwei (2) Klasse A Direktoren unterzeichnete Entscheidung einem Beschluss gleich, der in einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Verwaltungsratssitzung gefasst worden wäre. Ein solcher Beschluss kann in einem einzigen Dokument oder in mehreren getrennten inhaltsgleichen Dokumenten festgehalten werden, welche von einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern (im gegebenen Fall) unterzeichnet werden.

Art. 11. Stimmrecht. Beschlüsse kommen durch Mehrheitsentscheid aller bei der Sitzung anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitgliedern zustande. Jeder anwesende oder vertretene Direktor hat eine Stimme. Entscheidungen werden durch gültig abgegebene Stimmen von der Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder, einschließlich notwendigerweise mindestens zwei (2) Klasse A Direktoren, getroffen. Im Fall der Stimmgleichheit gibt der Vorsitzende den Stichentscheid.

Art. 12. Angelegenheiten, die der Zustimmung und einem Beschluss des Verwaltungsrates vorbehalten sind.

1. Angelegenheiten, die dem Beschluss durch die Verwaltungsratssitzung vorbehalten sind

Die folgenden Angelegenheiten sollen nach obengenannter Sitzungsordnung und Stimmrechtsregeln von der Verwaltungsratssitzung diskutiert, beraten und beschlossen werden:

1) Einrichtung oder Auflösung von Beiräten, Aufsichtsräten oder ähnlichen Organen einer der Tochtergesellschaften der Gesellschaft;

2) Änderung von Gesellschaftssatzung oder sonstigen Organisationsdokumenten (z.B. Geschäftsordnung) einer der Tochtergesellschaften der Gesellschaft;

3) Einrichtung, Auflösung oder Änderung des Organisations- und Gehaltssystems der Gesellschaft oder einer ihrer Tochtergesellschaften;

4) Bestimmung von Jahresbudget, Investitions-, Gewinn-, Bilanzierungs-, Personal-, Personalbedarfs-, sowie Kapitalaufwendungsplan (einschließlich Miete und Pacht) der Gesellschaft und einer ihrer Tochtergesellschaften;

5) Anpassung von Jahresbudget, Investitions-, Gewinn-, Bilanzierungs-, Personal-, Personalbedarfs-, sowie Kapitalaufwendungsplan (einschließlich Miete und Pacht) der Gesellschaft und einer ihrer Tochtergesellschaften. Wenn der Abweichungswert über 20% beträgt, soll es durch Beschluss der Hauptversammlung genehmigt werden;

6) Abschluss, Kündigung oder Änderung der produktionsfremden, oder nicht produktionsbezogenen Unternehmenszwischenverträge, wie Beherrschungs-, Ergebnisabführungs-, stille Gesellschaftsverträge, unter Beteiligung von der Gesellschaft oder einer ihrer Tochtergesellschaften;

7) Übernahme von Bürgschaften, Garantien oder ähnlichen Haftungen außerhalb des gewöhnlichen Geschäftsbetriebs der Gesellschaft oder einer ihrer Tochtergesellschaften;

8) Gewährung von Darlehen oder anderen Krediten außerhalb des gewöhnlichen Geschäftsbetriebs der Gesellschaft oder einer ihrer Tochtergesellschaften;

9) Abschluss, Aushandlung, Änderung und/oder wesentliche Entscheidungen bezüglich Gemeinschaftsunternehmens- und Kooperationsverträge, Absichtserklärungen mit dem Ziel des Beitritts von Gemeinschaftsunternehmen, Nebenabreden mit Dritten im Rahmen der Kooperation oder der potenziellen Kooperation, oder aller weiteren Vereinbarungen der Gesellschaft oder einer ihrer Tochtergesellschaften;

10) Klageerhebung oder Beilegung von Rechtsstreitigkeiten mit einem Streitwert von mehr als EUR 350,000 oder solche von grundlegender Bedeutung für die Gesellschaft oder eine ihrer Tochtergesellschaften;

11) Pensionszusage sowie Gewährung der gewinnbezogenen Vergütung für Arbeitnehmer, falls solch eine Vergütung 40% der Gesamtbezüge der Gesellschaft oder einer ihrer Tochtergesellschaften überschreitet; Abschluss wesentlicher Tarifabschlüsse durch die der Gesellschaft oder eine ihrer Tochtergesellschaften.

2. Allgemeine Angelegenheiten, die einem Beschluss des Verwaltungsrates vorbehalten sind

Die folgenden Angelegenheiten können von mindestens zwei(2) Klasse A und einem(1) Klasse B Direktor diskutiert, beraten und beschlossen werden:

1) Erwerb, Verkauf, Hypothekengewährung, oder andere Verfügung von materiellen und geistigen Eigentumsrechten, die von der Gesellschaft oder einer ihrer Tochtergesellschaften unter EUR 750,000 bewertet werden;

2) Nicht budgetierte Einzelinvestitionen mit einem Betrag von mehr als EUR 250,000. Überstreitet die nicht budgetierte Einzelinvestition EUR 1,000,000, ist sie der Verwaltungsratssitzung zur Entscheidung vorzulegen;

3) Einstellung, Ernennung oder Abberufung der Arbeitnehmer der Gesellschaft oder einer ihrer Tochtergesellschaften, die direkt der obersten Führungsebene berichten (einschließlich aber nicht beschränkt auf Abteilungsleiter der Gesellschaft, Generaldirektoren und CFO einer der Tochtergesellschaften), und anderer Arbeitnehmer, deren Jahresgehalt das durchschnittliche Gehaltsniveau der Abteilungsleiter der Gesellschaft überstreitet;

4) Übernahme von Bürgschaften, Sicherheiten, Garantien, Wechselverbindlichkeiten und ähnlichen Haftungen durch die Gesellschaft oder eine der Tochtergesellschaften im normalen Geschäftsgang, wenn der Wert mehr als EUR 350,000 in Einzelfällen ist, oder in den Fällen, in denen die bestehenden Haftungsrisiken aus solchen Verbindlichkeiten schon das Eigenkapital für die Geschäftsbilanz der Gesellschaft überstreiten, oder wenn ein solches Risiko besteht;

5) Kreditaufnahme (nicht die Verlängerung) von anderen Dritten als SG Unternehmensgruppe, CQLT International Investment Holding (HK) Limited und CQLT International Management Holding (HK) Limited einschließlich ihrer Labuan Zweigniederlassung;

6) Erteilung allgemeiner Vollmachten oder Bevollmächtigungen und ihr Widerruf durch die Gesellschaft oder eine ihrer Tochtergesellschaften;

7) Abschluss der Factoringverträge (echte oder unechte Factorings) durch die Gesellschaft oder eine ihrer Tochtergesellschaften, wenn der Nennbetrag des verfallenden Anspruchs in Einzelfällen EUR 500,000 überstreitet;

8) Abschluss der Beratungsverträge von der Gesellschaft oder einer ihrer Tochtergesellschaften mit Dritten, wenn jährliche Beratungsgebühren oder andere Kosten EUR 500,000 überstreiten;

9) Angelegenheiten, die dem Beschluss der obersten Führungsebene vorbehalten sind jedoch dem Verwaltungsrat zwecks Beschlusses durch den CEO vorzulegen sind; sowie,

10) Akzeptierung außerordentlicher Vertragsklauseln der Kunden.

Art. 13. Geschäftsführungsbefugnisse. Der/die Direktor(en) oder gegebenenfalls der Verwaltungsrat verfügt(verfügen) über weitestgehende Geschäftsführungsbefugnisse, um alle zur Erreichung des Gesellschaftszwecks notwendigen oder nützlichen Handlungen vorzunehmen. Sämtliche Befugnisse, die die Satzung oder die Gesetze nicht ausdrücklich dem Alleingesellschafter oder gegebenenfalls der Hauptversammlung übertragen, fallen in die Zuständigkeit des/der Direktoren oder gegebenenfalls des Verwaltungsrates.

Art. 14. Verwaltungsgebühren und Ausgaben. Der/die Direktor(en) oder gegebenenfalls die Verwaltungsratsmitglieder dürfen zur Ausführung der Verwaltung der Gesellschaft eine Vergütung und ferner einen Ersatz aller Aufwendungen, die sie hierbei oder bei der Verfolgung des Gesellschaftszwecks gemacht haben, erhalten.

Art. 15. Haftung der Direktoren. Kein Direktor, oder gegebenenfalls, kein Verwaltungsratsmitglied geht persönliche Verpflichtungen ein, wenn sie bei Ausübung ihrer Funktion durch Engagements im Namen der Gesellschaft diese verpflichten. Jeder Direktor oder Verwaltungsratsmitglied ist nur für die Ausführung seiner Aufgaben verantwortlich.

Art. 16. Übertragung von Befugnissen - Vertretung der Gesellschaft. Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse hinsichtlich der täglichen Geschäftsführung und hiermit verbundenen Vertretung jeglicher Person übertragen. Falls eine solche Übertragung erfolgt zu Gunsten eines oder mehrerer Verwaltungsratsmitglieder, unterliegt sie der vorherigen Zustimmung des Alleingesellschafters oder gegebenenfalls der Hauptversammlung. Der Verwaltungsrat kann auch alle anderen Befugnisse und Sondermandate an jegliche Person, die nicht Direktoren zu sein brauchen, übertragen, alle Angestellten sowie Arbeitnehmer ernennen und abberufen, und ihre Bezüge festlegen.

Die Gesellschaft ist Dritten gegenüber durch Kollektivunterschrift von zwei (2) Klasse A Direktoren und einem (1) Klasse B Direktor verpflichtet.

In dringenden Fällen, nach Erteilung der Genehmigung der Anteilshaber, ist die Gesellschaft Dritten gegenüber durch Einzel- oder Kollektivunterschrift von jeglichem Klasse A oder Klasse B Direktor verpflichtet, vorbehaltlich der nachträglichen Bestätigung durch den Verwaltungsrat.

Die Gesellschaft ist Dritten gegenüber ferner durch Einzel- oder Kollektivunterschrift derjenigen Person(en) verpflichtet, denen die besondere Zeichnungsvollmacht von dem/den Direktoren oder gegebenenfalls dem Verwaltungsrat übertragen wurde, aber immer nur im Rahmen dieser besonderen Zeichnungsvollmacht in Übereinstimmung mit dieser Satzung.

Art. 17. Interessenkonflikte - Freistellung. Kein Vertrag oder sonstiges Rechtsgeschäft zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Firma wird dadurch beeinflusst oder unwirksam, dass Verwaltungsratsmitglieder, Direktor(en), Angestellte(r) oder Arbeitnehmer der Gesellschaft ein persönliches Interesse an der anderen Gesellschaft oder Firma haben, oder Anteilshaber, Direktor(en), Angestellte(r) oder Arbeitnehmer der anderen Gesellschaft oder Firma sind. Jegliche Person, die in der zuvor beschriebenen Weise mit einer Gesellschaft oder einer Firma verbunden ist, mit der die Gesellschaft vertraglich oder in anderer Weise in Geschäftsbeziehungen treten wird, soll nicht nur wegen dieser Verbindung an der Abstimmung oder der Vornahme anderer Handlungen in Bezug auf einen solchen Vertrag oder eine solche Geschäftstätigkeit gehindert sein.

Ungeachtet des Vorstehenden, falls ein Verwaltungsratsmitglied oder ein Direktor (sollte es zwei geben) im Falle eines persönlichen Interesses an einer Geschäftstätigkeit der Gesellschaft hat, soll das betroffene Verwaltungsratsmitglied oder Direktor dem Verwaltungsrat oder dem anderen Direktor sein persönliches Interesse bekannt machen und nicht über diese Geschäftstätigkeit beraten oder abstimmen. Diese Geschäftstätigkeit der Gesellschaft und das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitgliedes oder des Direktors sind der nächsten Hauptversammlung zu berichten.

Die Gesellschaft wird Verwaltungsratsmitglieder, Geschäftsführer, Angestellte oder Arbeitnehmer, und, wo dies der Fall ist, deren Nachkommen, Erben, Vollstrecker und Verwalter für Schadensersatz und vernünftige Auslagen, die sie tragen müssen mit Bezug auf eine Handlung, eine Klage oder ein Verfahren in ihrer Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Angestellten oder Arbeitnehmer der Gesellschaft, oder auf Verlangen der Gesellschaft, einer anderen Gesellschaft, deren Anteilshaber oder Gläubiger die Gesellschaft ist, und wofür sie keine Entschädigung erhalten, entschädigen. Diese Entschädigung spielt nur mit Ausnahme der Angelegenheiten, in denen die vorgenannten Personen in besagter Handlung, Klage oder Verfahren wegen grober Fahrlässigkeit oder Fehlverhalten verurteilt werden. Im Falle einer Einigung bezieht sich die Entschädigung nur auf jene Punkte der Einigung, bezüglich welcher der Gesellschaft von ihrem Rechtsberater dargelegt wird, dass die zu entschädigende Person sich keiner groben Fahrlässigkeit oder Misswirtschaft schuldig gemacht hat. Das vorgenannte Recht auf Entschädigung schließt keine anderen Entschädigungsansprüche aus, zu welchen die Satzung berechtigt.

Art. 18. Aufzeichnung der Vorstandsbeschlüsse. Die Beschlüsse des/der Direktoren, soweit vorhanden, sollen schriftlich festgehalten werden. Kopien oder Auszüge dieser Protokolle, die in rechtlichen Verfahren oder in anderer Form vorgelegt werden, sind durch einen der Direktoren zu unterzeichnen.

Die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen werden von dem Vorsitzenden unterzeichnet. Jede erteilte Vollmacht bleibt dem Protokoll beigelegt. Kopien oder Auszüge dieser Protokolle, die in rechtlichen Verfahren oder anderweitig vorgelegt werden, sind durch den Vorsitzenden und, soweit vorhanden, den Schriftführer oder zwei andere Verwaltungsratsmitglieder zu unterzeichnen.

Art. 19. Buchprüfer. Die Geschäfte der Gesellschaft und ihre finanzielle Situation, einschließlich der Bücher und Konten, werden und müssen in den gesetzlich vorgeschriebenen Fällen von einem oder mehreren Buchprüfern, die nicht Gesellschafter zu sein brauchen, geprüft.

Die Buchprüfer werden von dem Alleingesellschafter oder, gegebenenfalls, von der Hauptversammlung, welche deren Anzahl festlegt für einen Zeitraum gewählt, der sechs Jahre nicht überschreiten darf, und sie bleiben im Amt, bis ihre Nachfolger gewählt sind. Sie sind wiederwählbar, können jedoch jederzeit mit oder ohne Grund durch einen Beschluss des Alleingeschafters oder, gegebenenfalls, der Hauptversammlung abberufen werden.

Kapitel IV. - Hauptversammlung

Art. 20. Befugnisse der Hauptversammlung. Jede ordnungsgemäß einberufene Hauptversammlung vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter.

Sie besitzt die ihr nach dieser Satzung und nach den Gesetzen zukommenden Befugnisse.

Besteht die Gesellschaft nur aus einem Alleingesellschafter, übt dieser die Befugnisse aus, die das Gesetz der Hauptversammlung überträgt. Die Artikel 194 bis 196 und 199 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, in modifizierter Fassung, sind hierauf nicht anwendbar.

Art. 21. Jahreshauptversammlung. Die Jahreshauptversammlung der Gesellschafter, die lediglich abzuhalten ist, wenn die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig(25) Gesellschafter hat, wird am Sitz der Gesellschaft oder an jedem anderen, in der Versammlungseinberufungsmitteilung spezifizierten Platz am letzten Tag des Monats Mai um 11 Uhr abgehalten.

Fällt dieser Tag auf einen gesetzlichen Feiertag, einen Samstag oder einen Sonntag, wird die Versammlung am nächstfolgenden Geschäftstag abgehalten.

Art. 22. Weitere Generalversammlungen. Besteht die Gesellschaft aus nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschaftern, können die Gesellschafter über den Text der anzunehmenden Beschlüsse, der ihnen von dem/den Direktoren oder, gegebenenfalls, vom Verwaltungsrat schriftlich durch ein die schriftliche Übertragung des Textes gewährleistendes Kommunikationsmittel übermittelt wird, in schriftlicher Abstimmung entscheiden. Im letzteren Fall sind die Gesellschafter verpflichtet, innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab Erhalt des Textes des vorgeschlagenen Beschlusses ihre Entscheidung zu treffen und sie der Gesellschaft durch jedes, die schriftliche Übermittlung gewährleistendes Kommunikationsmittel zukommen zu lassen. Das zur Beschlussfassung erforderliche Quorum und die Mehrheiten bei Beschlüssen der Hauptversammlung sind mutatis mutandis auf die Beschlussfassung im schriftlichen Verfahren anwendbar.

Außer im Fall eines Alleingeschafters, können die Gesellschafter auf Einberufungsmitteilung, ausgegeben in Übereinstimmung mit dieser Satzung und den Gesetzen, durch den/die Direktoren oder, gegebenenfalls, den Verwaltungsrat, zusätzlich durch die Revisoren, soweit vorhanden, oder noch zusätzlich durch die Gesellschafter, die die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, zusammentreten. Die an die Gesellschafter versandte Einberufungsmitteilung gibt den Ort und die Zeit sowie die Tagesordnung und die Art der zu behandelnden Geschäftspunkte der jeweiligen Hauptversammlung an. Die Tagesordnung einer außerordentlichen Hauptversammlung muss, insofern angebracht, die vorzunehmenden Änderungen in der Satzung beschreiben und, soweit erforderlich, den Wortlaut der Änderungen ausführen, die Auswirkungen auf Gesellschaftszweck und Gesellschaftsform der Gesellschaft haben. Sind alle Gesellschafter bei einer Hauptversammlung anwesend oder vertreten und erklären sie, über die Tagesordnung der Versammlung unterrichtet zu sein, so kann die Versammlung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Hauptversammlungen sowie die Jahreshauptversammlung können im Ausland abgehalten werden, wenn dies nach dem endgültigen Urteil des/der Direktoren oder, gegebenenfalls, des Verwaltungsrates durch die Umstände höherer Gewalt angebracht ist.

Art. 23. Angelegenheiten, die exklusiv einem Beschluss der Anteilhaber vorbehalten sind. Folgende Angelegenheiten unterliegen der ausschließlichen Beschlussbefugnis der Anteilhaber der Gesellschaft:

1) Planung und Entwicklung der grundlegenden Geschäftsstrategien der SG Gruppe sowie Rechtsgeschäfte und Handlungen, die die Unternehmensstruktur oder die grundlegenden Geschäftsstrategien der Gesellschaft, Tochtergesellschaften und/oder SG Gruppe beeinflussen, oder zu einer wesentlichen Modifizierung der Entwicklung der Gesellschaft, Tochtergesellschaften und/oder SG Gruppe führen, besonders Einrichtung von neuen Geschäftsbereichen, Verzicht oder wesentliche Einschränkungen der bisherigen Geschäftstätigkeit, Zusammenschluss, Ausgliederung, Unternehmenserwerb, Umwandlung, Konsolidierung, Rekapitalisierung, Umstrukturierung oder ähnliche Maßnahmen;

2) Änderung der Gesellschaftssatzung der Gesellschaft oder sonstigen Organisationsdokumenten (z.B. Geschäftsordnung) einer der Tochtergesellschaften;

3) Einrichtung oder Auflösung von Beiräten, Aufsichtsräten oder ähnlichen Organen der Gesellschaft oder einer der Tochtergesellschaften;

- 4) Einstellung, Ernennung oder Abberufung der Verwaltungsratsmitglieder oder der Mitglieder der obersten Führungsebene der Gesellschaft (einschließlich, jedoch nicht beschränkt auf CEO, COO, CFO, CHRO usw.);
- 5) Eröffnung eines Insolvenz-, Auflösungs-, Liquidations- oder Abwicklungsverfahrens der Gesellschaft oder einer der Tochtergesellschaften;
- 6) Beratung über und Genehmigung von Jahresbudget, Jahresabrechnung sowie Planung von Gewinnverteilung und Verlustausgleich der Gesellschaft oder einer der Tochtergesellschaften;
- 7) Prüferwechsel der Gesellschaft oder einer der Tochtergesellschaften;
- 8) Änderung der wesentlichen Rechnungslegungsprinzipien der Gesellschaft oder einer der Tochtergesellschaften, sofern eine solche Änderung nicht durch das Gesetz, IFRS oder örtlich anwendbare GAAP (allgemein anerkannte Rechnungslegungsprinzipien) zwingend erforderlich wird;
- 9) Investitionsprojekte der Gesellschaft oder der Tochtergesellschaften, wie Neubau, Ausbau, Wiederaufbau, Umzug und so weiter, die EUR 1,000,000 überschreiten;
- 10) Zusammenschluss, Abspaltung, Neugründung eines Unternehmens durch Investitionen oder Erwerb von Beteiligungen an anderen Unternehmen jeder Art durch Kauf von Anteilen oder auf andere Weise; Verkauf oder Kauf der Anteile an anderen Unternehmen jeder Art, Erwerb von Geschäftsbetrieben als ein gut gehendes Geschäft oder wesentlichen Unternehmensteilen davon; Beendigung von anderen Gesellschaften jeder Art, Kapitalerhöhung (oder Kapitalherabsetzung) der anderen Gesellschaften; Übertragung und Erhöhung (oder Herabsetzung) des Anteilskapitals von der Gesellschaft oder einer der Tochtergesellschaften;
- 11) Ausgabe und Kotierung der Aktien, Ausgabe der Wandelschuldverschreibungen und Engagement in Derivategeschäfte, wie Terminkontrakte, Optionen, Vorkäufe, Swaps von der Gesellschaft oder einer der Tochtergesellschaften; Warenterminkontrakte oder Übertragung von Rechten an der Börse von der Gesellschaft oder einer der Tochtergesellschaften;
- 12) Übernahme von externen Bürgschaften, Garantien, oder Spenden zugunsten der Gesellschaft oder einer der Tochtergesellschaften;
- 13) Erwerb, Verkauf, Hypothekvergabe, oder andere Verfügungen von materiellen und geistigen Eigentumsrechten, die von der Gesellschaft oder einer ihrer Tochtergesellschaften über EUR 750,000 bewertet werden;
- 14) Gründung von Offshore-Gesellschaften; sowie,
- 15) Sonstige Rechte, die ausdrücklich durch die Satzung oder Gesetze dem Alleingesellschafter oder, gegebenenfalls, der Hauptversammlung vorbehalten werden.

Art. 24. Teilnahme - Vertretung bei den Gesellschafterversammlungen. Alle Gesellschafter besitzen bei jeder Hauptversammlung ein Teilnahme- und ein Rederecht.

Ein Gesellschafter kann sich durch schriftliche Ermächtigung, welche durch ein die schriftliche Übermittlung gewährleistendes Kommunikationsmittel übermittelt wurde, bei jeder Hauptversammlung durch eine andere Person, die nicht selbst Gesellschafter sein muss, vertreten lassen. Der/die Direktor(en) oder, gegebenenfalls, der Verwaltungsrat können die Form der Vertretungserklärung bestimmen sowie dass sie mindestens fünf Tage vor dem Tag der Sitzung an einem durch den/die Direktor(en) oder, gegebenenfalls, den Verwaltungsrat festgelegten Ort zu hinterlegen ist. Jede Rechtsperson, die Gesellschafter ist, kann ihre Vertretungserklärung durch einen ordnungsgemäß ernannten Vertreter erstellen oder eine ihr geeignet erscheinende Person zur Vertretung bei einer Hauptversammlung ernennen, jedoch unter der Bedingung des Ermächtigungsnachweises auf Verlangen des/der Direktoren oder, gegebenenfalls, des Verwaltungsrates. Der/die Direktor(en) oder, gegebenenfalls, der Verwaltungsrat kann/können weitere Bedingungen, die zur Teilnahme an einer Hauptversammlung erfüllt sein müssen, festlegen.

In Bezug auf die Gesellschaft ist jeder Anteil unteilbar. Die Miteigentumsinhaber, die Nießbraucher und die bloßen Eigentümer von Anteilen, sowie die Pfandgläubiger und Pfandschuldner von Anteilen müssen eine einzige Person zu ihrer Vertretung bei der Hauptversammlung bestimmen.

Art. 25. Verfahren bei den Gesellschafterversammlungen. Der Vorsitzende oder eine von dem/den Direktoren oder, gegebenenfalls, dem Verwaltungsrat bestimmte Person steht jeder Hauptversammlung vor.

Der Vorsitzende der Hauptversammlung wird einen Schriftführer ernennen.

Die Hauptversammlung wird aus den anwesenden oder vertretenen Gesellschaftern einen Stimmenzähler wählen.

Der Vorsitzende, der Schriftführer und der Stimmenzähler bilden zusammen den Vorstand der Hauptversammlung.

Art. 26. Abstimmung bei der Gesellschafterversammlung. Eine Anwesenheitsliste, die die Namen der Gesellschafter und die Anzahl ihrer zur Abstimmung berechtigenden Anteile angibt, wird von den Gesellschaftern oder von ihren Vertretern vor der Eröffnung der Hauptversammlung unterzeichnet.

Die Hauptversammlung darf nur über solche Punkte beraten und abstimmen, die auf der Tagesordnung aufgeführt sind.

Die Abstimmungen finden per Handzeichen oder durch Namensaufruf statt, sofern die Hauptversammlung nicht beschließt, ein anderes Abstimmungsverfahren anzunehmen.

Bei jeder Hauptversammlung, mit Ausnahme der außerordentlichen Hauptversammlung, die zum Zwecke der Abänderung der Satzung oder zur Abstimmung über Beschlüsse, deren Annahme den Quorum- oder Mehrheitserfordernissen

einer Abänderung der Satzung unterliegt, werden die Beschlüsse von einer Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Gesellschaftern, die die Hälfte des ausgegebenen Kapitals vertreten, angenommen.

Bei jeder außerordentlichen Hauptversammlung, die zum Zwecke der Abänderung der Satzung oder zur Abstimmung über Beschlüsse, deren Annahme den Quorum- oder Mehrheitserfordernissen einer Abänderung der Satzung unterliegt, in Übereinstimmung mit der Satzung und den Gesetzen einberufen wird, werden Beschlüsse gültig nur durch eine Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des ausgegebenen Kapitals vertreten, angenommen.

Art. 27. Protokoll der Hauptversammlung. Das Sitzungsprotokoll der Hauptversammlung wird vom Vorsitzenden der Versammlung, dem Schriftführer und dem Stimmzähler unterzeichnet. Es kann auf Verlangen von jedem Gesellschafter oder Vertreter eines Anteilsinhabers unterzeichnet werden.

Die von dem Alleingesellschafter angenommenen Beschlüsse werden schriftlich festgehalten und von dem Alleingesellschafter unterzeichnet.

Kopien der von dem Alleingesellschafter angenommenen Beschlüsse, des Protokolls der Hauptversammlung sowie die schriftlichen Beschlüsse der Gesellschafter, die in gerichtlichen Verfahren oder anderweitig vorgelegt werden, sollen von dem Vorsitzenden oder einem der Direktoren unterzeichnet werden.

Kapitel V. - Exekutivausschuss

Art. 28. Zusammensetzung. Der Exekutivausschuss besteht aus allen geschäftsleitenden Direktoren und Ebene Eins Angestellten der Gesellschaft (einschließlich, jedoch nicht beschränkt auf CEO, COO, CFO, CHRO usw.).

CEO ist der Präsident des Exekutivausschusses der Gesellschaft.

Art. 29. Befugnisse des Exekutivausschusses. Die Befugnisse des Exekutivausschusses bestehen in der täglichen Verwaltung der Gesellschaft, die außerhalb der Befugnisse des Verwaltungsrates und der Gesellschafter liegen. Der Exekutivausschuss verfügt über die Befugnisse, die nicht ausdrücklich dem Alleingesellschafter oder, gegebenenfalls, der Hauptversammlung oder dem Verwaltungsrat, vorbehalten werden. Aber die Ausübung dieser Befugnisse sollen:

- a. innerhalb des von der Verwaltungsrat gebilligten Budgetrahmens sein; und
- b. innerhalb des Umfangs der Zulassung von dem Verwaltungsrat oder dem Alleingesellschafter sein.

Beschlüsse des Exekutivausschusses können nur durch die Stimmenrechtsmehrheit aller geschäftsleitenden Direktoren getroffen werden. Falls die Stimmenrechtsmehrheit aller geschäftsleitenden Direktoren nicht zustande kommt, legt der CEO die Frage dem Verwaltungsrat zur Entscheidung vor.

Art. 30. Angelegenheiten, die einem Beschluss des Exekutivausschusses vorbehalten sind.

1. Angelegenheiten, die einem Beschluss der Exekutivausschusssitzung vorbehalten sind

Die folgenden Angelegenheiten sollen von dem Exekutivausschuss diskutiert, beraten und durch eine Stimmenrechtsmehrheit aller seiner Mitglieder, einschließlich unbedingt dem Präsident des Exekutivausschusses (d.h. CEO der Gesellschaft), beschlossen werden. Im Fall einer Stimmgleichheit gibt der Vorsitzende den Stichentscheid. Alle von dem Exekutivausschuss getroffenen Entscheidungen sind für die Gesellschaft bindend.

Falls die Stimmenrechtsmehrheit nicht zustande kommt, hat jedes Mitglied des Exekutivausschusses das Recht, dieses Thema dem Verwaltungsrat zur Diskussion und Entscheidung vorzulegen.

- 1) alle Angelegenheiten, die aufgrund gesetzlicher Vorschrift oder der Satzung der Entscheidung aller Mitglieder des Führungsteams bedürfen;
- 2) alle Geschäftstransaktionen, die der Zustimmung oder positiven Empfehlung des Verwaltungsrates bedürfen;
- 3) Vorschläge zur Beschlussfassung von der Hauptversammlung;
- 4) Vorbereitung der/des Jahresabrechnung/Jahresbudgets und des Jahresberichts;
- 5) einzelne außerplanmäßige Investitionen mit einem Betrag von mehr als EUR 62,000 bis EUR 250,000;
- 6) Abschluss der Lieferverträge und der Leistungsaufträge, in denen der Einzelwert der Liefer- oder Leistungspflichten, die von der Gesellschaft oder einer der Tochtergesellschaften zu übernehmen sind, das Eigenkapital für die Geschäftsbilanz der Gesellschaft überschreitet, oder die mit Haftungsrisiken verbunden sind, die das Eigenkapital für die Geschäftsbilanz überschreiten, oder es überschreiten können;
- 7) zu unterzeichnende Kaufverträge, deren EBITDA-Marge je Projekt während einzelner vertraglicher Laufzeit unter die von dem Verwaltungsrat entschiedene EBITDA-Marge geschätzt wird;
- 8) Hinzufügung eines neuen Lieferanten zu der Liste der zugelassenen Lieferanten, und/oder Wechsel des Lieferanten für ein freigegebenes Produkt;
- 9) Klageerhebung oder Beilegung der Rechtsstreitigkeit mit einem Streitwert mehr als EUR 62,000;
- 10) Übernahme von Bürgschaften, Sicherheiten, Garantien, Wechselverbindlichkeiten und ähnlichen Haftungen durch die Gesellschaft oder eine der Tochtergesellschaften innerhalb des normalen Geschäftsgangs;
- 11) Erteilung von einmaliger Zahlung oder Prämien für besondere Leistungen oder außerordentliche Engagements an Ebene 2 oder Ebene 3 Arbeitnehmer der Gesellschaft oder einer der Tochtergesellschaften, wenn der Wert 3% des fixen Jahresgehalts überschreitet;

12) Einstellung, Ernennung oder Abberufung der Arbeitnehmer der Gesellschaft, die direkt der obersten Führungsebene der Gesellschaft berichten, und der anderen, einschließlich derjenigen der Tochtergesellschaften, deren Jahresgehalt das durchschnittliche Gehaltsniveau der Ebene 2 Angestellten der Gesellschaft überschreitet;

13) Erteilung der allgemeinen Vollmacht oder Bevollmächtigung und ihr Widerruf durch eine der Tochtergesellschaften;

14) Abschluss der Beratungsverträge durch die Gesellschaft oder eine ihrer Tochtergesellschaften mit Dritten, wenn jährliche Beratungsgebühren oder andere Kosten EUR 62,000 überschreiten;

15) Abschluss der Factoringverträge (echte oder unechte Factorings) durch die Gesellschaft oder eine ihrer Tochtergesellschaften, wenn der Nennbetrag des verfallenden Anspruchs in Einzelfällen EUR 500,000 nicht überschreitet;

16) Gewährung von zwischenbetrieblichen Darlehen oder Vermögensübertragung zwischen den Tochtergesellschaften;

17) jede andere Angelegenheit außer den oben genannten, die auf Verlangen des Präsidenten des Exekutivausschusses zur Diskussion dem Exekutivausschuss vorzulegen ist.

2. Allgemeine Angelegenheiten

Allgemeine Angelegenheiten, die in die Zuständigkeit des Exekutivausschusses fallen, sollen von dem Präsidenten des Exekutivausschusses und mindestens einem geschäftsleitenden Direktor, der verantwortlich für den diskutierten Bereich ist, diskutiert, beraten und beschlossen werden.

3. Geschäftstransaktionen, welche eine vorherige positiven Empfehlung benötigen

Beschlüsse bezüglich der Angelegenheiten, die die Befugnisse der geschäftsleitenden Direktoren überschreiten, einschließlich aber nicht beschränkt auf Business transactions requiring a prior positive recommendation, wie definiert in einer getrennten Geschäftsordnung für die geschäftsleitenden Direktoren der Gesellschaft, sind bindend für die Gesellschaft, nur wenn sie von dem Exekutivausschuss diskutiert, von der Mehrheit der geschäftsleitenden Direktoren, einschließlich des Präsidenten des Exekutivausschusses, kollektiv unterzeichnet, und durch Beschlüsse der Hauptversammlung oder dem Verwaltungsrat gebilligt wurden.

Art. 31. Unterschriftsbefugnisse des Exekutivausschusses. Soweit nicht anders von dem Verwaltungsrat oder den Anteilhabern ermächtigt, ist die Gesellschaft auch Dritten gegenüber durch Kollektivunterschrift von mindestens zwei(2) Mitgliedern des Exekutivausschusses, einschließlich der zwingenden Unterschrift des Präsidenten des Exekutivausschusses (d.h. des CEO der Gesellschaft), verpflichtet, sofern solche Unterschriftsbefugnisse in Bezug auf die Angelegenheiten, die von dem Exekutivausschuss gemäß der Satzung korrekt beraten und beschlossen wurden, ordnungsgemäß erteilt wurden.

Art. 32. Klassifizierung des Teams für die tägliche Führung. Das Team für die tägliche Führung der Gesellschaft ist in drei Ebenen unterteilt:

Ebene Eins, Ebene Zwei und Ebene Drei.

Ebene 1 Angestellte werden von Anteilhabern eingestellt und abberufen.

Ebene 2 Angestellte werden von Ebene 1 ernannt, und vom Verwaltungsrat eingestellt und abberufen.

Ebene 3 Angestellte werden von Ebene 2 eingestellt und abberufen.

Kapitel VI. - Geschäftsjahr, Verteilung von gewinnen

Art. 33. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 34. Annahme der Finanzberichte. Am Ende eines jeden Finanzjahres werden die Konten geschlossen. Der/die Direktor(en) oder, gegebenenfalls, der Verwaltungsrat erstellt/erstellen in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen und den luxemburgischen Buchhaltungsvorschriften ein Verzeichnis der Vermögensanlagen und Verpflichtungen, die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung.

Dieser Jahresabschluss wird dem Alleingesellschafter oder, wo dies der Fall ist, der Hauptversammlung unterbreitet, der/die hierüber berät und, im Falle der Zustimmung, diesen annehmen wird.

Vor dieser Annahme, kann jeder Gesellschafter oder sein Berater die finanztechnischen Unterlagen am Gesellschaftssitz durchlesen. Besteht die Gesellschaft aus mehr als fünfundzwanzig Gesellschaftern, kann dieses Recht nur während einer Zeitspanne von fünfzehn Tagen vor dem Datum der Jahreshauptversammlung ausgeübt werden.

Art. 35. Gewinnverteilung. Von dem jährlichen Reingewinn der Gesellschaft werden mindestens 5% der gesetzlich vorgesehenen Rückstellung (die „gesetzliche Rückstellung“) zugewiesen.

Diese Verpflichtung entfällt, sobald die gesetzliche Rückstellung die Höhe von 10% des ausgegebenen Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Nach der Bereitstellung der gesetzlichen Rückstellung wird der Alleingesellschafter oder, gegebenenfalls, die Hauptversammlung festlegen, wie der verbleibende Überschuss an Reingewinn verteilt werden soll; ob durch vollständige oder teilweise Bildung einer Rückstellung oder als Zuweisung zu einer Provisionszahlung; durch Übernahme in das nächste Geschäftsjahr oder durch Ausschüttung, gemeinsam mit den übernommenen Gewinnen, den ausschüttungsfähigen Rückstellungen oder den Ausgabeprämien an die Gesellschafter, wobei jeder Anteil zu einem gleich großen Proporz bei der Ausschüttung berechtigt.

Vorbehaltlich der gesetzlich vorgeschriebenen Bedingungen und unter Berücksichtigung der vorstehenden Bestimmungen, kann der Verwaltungsrat oder der/die Direktor(en) eine Abschlagsdividende an die Gesellschafter auszahlen. Der Verwaltungsrat oder der/die Direktor(en) legt/legen die Summe und das Datum einer solchen Abschlagszahlung fest.

Kapitel VII. - Auflösung, Abwicklung

Art. 36. Auflösung, Abwicklung. Die Gesellschaft kann zu einem früheren als dem in Artikel 4 dieser Satzung vorgesehenen Zeitpunkt durch einen Beschluss des Alleingeschafters oder, wo dies der Fall ist, der Hauptversammlung, der in Übereinstimmung mit den nach dieser Satzung oder den zur Änderung dieser Satzung anwendbaren Gesetzen erforderlichem Quorum und erforderlichen Mehrheiten gefasst worden ist, aufgelöst werden.

Wird die Gesellschaft aufgelöst, muss ihre Abwicklung von dem Verwaltungsrat oder dem/den Direktoren oder jeder anderen (natürlichen oder juristischen) Person ausgeführt werden, deren Befugnisse und deren Vergütung von dem Alleingeschafter oder, wo dies der Fall ist, von der Hauptversammlung festgelegt werden.

Nach Begleichung aller Schulden und sonstiger gegen die Gesellschaft bestehenden Ansprüche wird der Reinerlös aus der Abwicklung an die Gesellschafter so verteilt, dass zusammengenommen dasselbe ökonomische Resultat erzielt wird, wie jenes, welches die Verteilungsregeln für Dividendeausschüttungen bestimmen.

Kapitel VIII. - Anwendbares recht

Art. 37. Anwendbares Recht. Sämtliche Angelegenheiten, die nicht durch die vorliegende Satzung geregelt sind, bestimmen sich nach den Gesetzen, insbesondere nach dem Gesetz über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, in seiner zuletzt geltenden Fassung.

Zweiter Beschluss

Die Alleingeschafterin nimmt zur Kenntnis den Rücktritt von Herrn Lawrence Johnson von seinen Mandaten als geschäftsleitender Direktor und CEO der Gesellschaft mit Wirkung ab dem 1. September 2014, und beschließt die Erteilung der vollständigen Entlastung bezüglich der Ausübung seiner zuvor erwähnten Mandate.

Dritter Beschluss

Die Alleingeschafterin nimmt zur Kenntnis den Rücktritt von Herrn Eduard SWORSKI von seinem Mandat als geschäftsleitender Direktor der Gesellschaft mit Wirkung ab dem 1. September 2014, und beschließt die Erteilung der vollständigen Entlastung bezüglich der Ausübung seines zuvor erwähnten Mandats.

Vierter Beschluss

Die Alleingeschafterin nimmt zur Kenntnis den Rücktritt von Herrn Yong CHEN von seinen Mandaten als geschäftsleitender Direktor und Assistent des geschäftsleitenden Ausschusses der Gesellschaft mit Wirkung ab dem 1. September 2014, und beschließt die Erteilung der vollständigen Entlastung bezüglich der Ausübung seiner zuvor erwähnten Mandate.

Fünfter Beschluss

Die Alleingeschafterin ernennt ab sofort und auf unbestimmte Dauer folgende Personen zu Klasse A und Klasse B Direktoren der Gesellschaft.

- Klasse A Direktoren der Gesellschaft:

- 1) Herrn Wenqing ZHANG, Gesellschaftsdirektor, geboren am 10. Januar 1956, beruflich ansässig in Zimmer Nr. 1202, Nr. 10 Lane, 698 Macao Straße, Putuo Viertel, Shanghai, China;
- 2) Herr Ling CUI, Gesellschaftsdirektor, geboren am 1. September 1962, wohnhaft in Zimmer Nr. 401, Nr.5 Lane, 99 Guonian Straße, Yangpu Viertel, Shanghai, China;

- Klasse B Direktoren der Gesellschaft:

- 1) Herrn Yingming XIE, Gesellschaftsdirektor, geboren am 22. November 1967, wohnhaft in Zimmer 6-1, Nr.4 Gebäude, 79 Yan Tangwan Straße, Hechuan, Chongqing, China;
- 2) Herrn Michael LORIG, Gesellschaftsdirektor, geboren am 25. Februar 1968, wohnhaft in Wiesmahdstraße 1, 82131 Gauting, Deutschland;
- 3) Herrn Lawrence JOHNSON, Gesellschaftsdirektor, geboren am 13. Juli 1963, wohnhaft in 567 Ridge Point Drive Dundee, Michigan, 48131, den USA.

Sechster Beschluss

Die Alleingeschafterin ernennt ab sofort und auf unbestimmte Dauer Herrn Ling CUI zum Vorstandsvorsitzenden der Gesellschaft.

Siebter Beschluss

Die Alleingeschafterin ernennt ab sofort und auf unbestimmte Dauer folgende Personen zu geschäftsleitenden Direktoren oder Tagesmanagementbeauftragten der Gesellschaft:

- 1) Herrn Michael LORIG, geschäftsleitender Direktor und CEO;
 - 2) Herrn Eduard SWORSKI CFO, geboren am 29. Oktober 1967, wohnhaft in Kremserstr.1, 90475 Nürnberg, Deutschland;
 - 3) Herrn Yong CHEN, Tagesmanagementbeauftragter, geboren am 3. April 1970, wohnhaft in A2-13-6 Xinchenglvyyuan, Longji Straße, Yubei Viertel, Chongqing, China;
 - 4) Herrn Ling CUI, geschäftsleitender Direktor.
- Zur Tagesordnung gibt es keine weiteren Ergänzungen. Somit ist die Versammlung geschlossen.

Kosten

Die Auslagen, Kosten, Aufwendungen und Lasten, die der Gesellschaft aufgrund der obengenannten Änderung ihrer Gesellschaftssatzung entstehen, werden auf tausendfünfhundert Euro (EUR 1.500,-) geschätzt.

Erklärung

Der unterzeichnende Notar, der des Englischen mächtig ist, erklärt hiermit, dass vorliegende Urkunde auf Antrag der oben erwähnten erschienenen Person in englischer Sprache verfasst ist und von einer Fassung in deutscher Sprache gefolgt wird; auf Antrag derselben Person und im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text, hat die englische Fassung Vorrang.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, handelnd wie vorerwähnt, alle dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben zusammen mit Uns, dem Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: S. ZHANG, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 septembre 2014. LAC/2014/41123. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Référence de publication: 2014142689/1105.

(140162268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Kaiser Investments Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 189.896.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty ninth day of August.

Before the undersigned Maître Joseph ELVINGER notary residing in Luxembourg Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Urbanus Holdings Limited, with registered office at 6th floor, Tower I, NeXTeracom Building, Ebene, Mauritius, registered in Mauritius register of companies under the number 124773, here represented by Ms Flora Gibert, notary's employee, residing professionally in L-1450 Luxembourg, 15, Côte d'Eich, Grand-duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy, given privately. Which, initialed ne varietur by the proxy holder and the undersigned notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the officiating notary to draw up the following articles of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it declared to organize.

Chapter I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established a société à responsabilité limitée (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Laws") and by the present articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

The Company may be composed of one single shareholder, owner of all the shares, or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders. The Company will exist under the name of "Kaiser Investments Holdings S.à r.l."

Art. 2. Registered office. The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the municipality of the registered office by a resolution of the Manager(s).

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager(s).

In the event that, in the view of the Manager(s), extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws.

Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager(s).

Art. 3. Object.

3.1. The Company's object is to acquire and hold interests, directly or indirectly, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign entities, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and to administrate, develop and manage such holding of interests. In particular, the Company may act as unlimited shareholder of partnership limited by shares.

3.2. The Company may make real estate related investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company owning such investments, excluding any activity of marchand de biens.

3.3. The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to companies forming part of the group of companies to which the Company belongs (hereafter referred to as the "Connected Companies"). On an ancillary basis of such assistance, the Company may also render administrative and marketing assistance to its Connected Companies.

3.4. The Company may in particular enter into the following transactions:

3.4.1. to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, certificates and other debt instruments or debt securities, convertible or not, or the use of financial derivatives or otherwise;

3.4.2. to advance, lend or deposit money or give credit to or with or to subscribe to or purchase any bonds or any other type of debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity on such terms as may be thought fit and with or without security, excluding any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector;

3.4.3. to enter into any kind of credit derivative agreements such as, but not limited to, swap agreements under which the Company may provide or receive credit protection to or from the swap counterparty excluding any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector;

3.4.4. to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, within the limits of any applicable legal provision excluding any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector; and

3.4.5. to enter into agreements, including, but not limited to partnership agreements, underwriting agreements, marketing agreements, management agreements, advisory agreements, administration agreements and other lease agreements, contracts for services, selling agreements, interest and/or currency exchange agreements and other financial derivative agreements in relation to its object.

It being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

3.5. The Company may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.6. In addition to the foregoing, the Company may perform all legal, commercial, technical and financial transactions and, in general, all transactions which are necessary or useful to fulfill its corporate object as well as all transactions directly or indirectly connected with the areas described above in order to facilitate the accomplishment of its corporate object in all areas described above.

Art. 4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

Chapter II. - Capital, Shares

Art. 5. Issued Capital. The issued capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Incorporation or by the Laws. In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to

offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares. Each share entitles to one vote.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may freely transfer its shares.

When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders but the shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company or upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, pursuant to article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The Company may acquire its own shares with a view to their immediate cancellation.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and of the resolutions validly adopted by the shareholder(s).

Art. 7. Increase and Reduction of Capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the shareholder(s) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

Art. 8. Incapacity. The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the shareholder(s) does not put the Company into liquidation.

Chapter III. - Managers, Auditors

Art. 9. Managers. The Company shall be managed by one or several managers who need not be shareholders themselves (the "Manager(s)").

If two (2) Managers are appointed, they shall jointly manage the Company. If more than two (2) Managers are appointed, they shall form a board of managers (the "Board of Managers").

The Managers will be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate. The Managers are eligible for reappointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

The shareholder(s) may decide to qualify the appointed Managers as class A Managers (the "Class A Managers") or class B Managers (the "Class B Managers").

The shareholder(s) shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

Art. 10. Powers of the Managers. The Managers are vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the Articles of Incorporation or by the Laws to the general meeting of shareholder(s) or to the auditor(s) shall be within the competence of the Managers.

Art. 11. Delegation of Powers - Representation of the Company. The Manager(s) may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by them.

The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole Manager or by the individual signature of any Manager if more than one Manager has been appointed.

However, if the shareholder(s) have qualified the Managers as Class A Managers or Class B Managers, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Manager(s), but only within the limits of such special power.

Art. 12. Meetings of the Board of Managers. In case a Board of Managers is formed, the following rules shall apply:

The Board of Managers may appoint from among its members a chairman (the "Chairman"). It may also appoint a secretary, who need not be a Manager himself and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers (the "Secretary").

The Board of Managers will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Managers must be convened if any two (2) of its members so require.

The Chairman will preside over all meetings of the Board of Managers, except that in his absence the Board of Managers may appoint another member of the Board of Managers as chairman pro tempore by majority vote of the Managers present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least three (3) calendar days' written notice of meetings of the Board of Managers shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting

as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each member of the Board of Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

The meetings of the Board of Managers shall be held in Luxembourg or at such other place as the Board of Managers may from time to time determine. Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another Manager as his proxy. Any Manager may represent one or several members of the Board of Managers.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the Managers holding office, provided that in the event that the Managers have been qualified as Class A Managers or Class B Managers, such quorum shall only be met if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager are present.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

One or more Managers may participate in a meeting by conference call, visioconférence or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 13. Resolutions of the Managers. The resolutions of the Manager(s) shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the Chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of written resolutions or minutes, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Art. 14. Management Fees and Expenses. Subject to approval by the shareholder(s), the Manager(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the Manager(s) in relation to such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 15. Conflicts of Interest. If any of the Managers of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such Manager shall disclose such personal interest to the other Manager(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole Manager it suffices that the transactions between the Company and its Manager, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs of this Article do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as described above to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 16. Managers Liability - Indemnification. No Manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company. Manager(s) are only liable for the performance of their duties.

The Company shall indemnify any member of the Board of Managers, officer or employee of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been Manager(s), officer or employee of the Company, or, at the request of the Company, any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles of Incorporation may be entitled.

Art. 17. Auditors. Except where according to the Laws, the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an independent auditor, the business of the Company and its financial situation, including in particular its books and accounts, may, and shall in the cases provided by law, be reviewed by one or more statutory auditors who need not be shareholders themselves. The statutory or independent auditors, if any, will be appointed by the shareholder(s), which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate. They are eligible for re-ap-

pointment. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s), save in such cases where the independent auditor may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause.

Chapter IV. - Shareholders

Art. 18. Powers of the Shareholders. The shareholder(s) shall have such powers as are vested in them pursuant to the Articles of Incorporation and the Laws. The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Any properly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Art. 19. Annual General Meeting. The annual general meeting of shareholders, of which one must be held where the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held on the third Monday of June at 2.00 p.m..

If such day is a day on which banks are not generally open for business in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 20. Other General Meetings. If the Company is composed of several shareholders, but no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several shareholders. Should such written resolutions be sent by the Manager(s) to the shareholders for adoption, the shareholders are under the obligation to, within a time period of fifteen (15) calendar days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of shareholders shall *mutatis mutandis* apply to the adoption of written resolutions.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgment of the Manager(s), which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 21. Notice of General Meetings. Unless there is only one single shareholder, the shareholders may also meet in a general meeting of shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles of Incorporation or the Laws, by the Manager(s), subsidiarily, by the statutory auditor(s) (if any) or, more subsidiarily, by shareholders representing more than half (1/2) of the capital.

The convening notice sent to the shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Incorporation and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company. If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 22. Attendance - Representation. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

Art. 23. Proceedings. Any general meeting of shareholders shall be presided over by the Chairman or by a person designated by the Manager(s) or, in the absence of such designation, by the general meeting of shareholders.

The Chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders. The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the board of the general meeting.

Art. 24. Vote. At any general meeting of shareholders other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, as the case may be, to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles of Incorporation, resolutions shall be adopted by shareholders representing more than half (1/2) of the capital. If such majority is not reached at the first meeting (or consultation in writing), the shareholders shall be convened (or consulted) a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any general meeting of shareholders, convened in accordance with the Articles of Incorporation or the Laws, for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, the majority requirements shall be a majority of shareholders in number representing at least three quarters (3/4) of the capital.

Art. 25. Minutes. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the shareholders present or represented and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the shareholder(s) as well as of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Chapter V. - Financial year, Financial statements, Distribution of profits

Art. 26. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

Art. 27. Adoption of Financial Statements. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Manager (s) draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 28. Distribution of Profits. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s), each share entitling to the same proportion in such distributions.

Subject to the conditions (if any) fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Manager(s) fix the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) adopted by half of the shareholders holding three quarters (3/4) of the capital. Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Chapter VII. - Applicable law

Art. 30. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been recorded by the notary, the Company's shares have been subscribed and the nominal value of these shares, as well as a share premium, as the case may be, has been one hundred per cent (100%) paid in cash as follows:

Urbanus Holdings Limited, prenamed,	12,500 shares
Total shares:	12,500 shares

The amount of twelve thousand hundred euro (EUR 12,500.-)

was thus as from that moment at the disposal of the Company,

evidence thereof having been submitted to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on December 31, 2014

Expenses

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand two hundred Euros.

*Resolution of the Sole Shareholder
First resolution*

The sole shareholder resolved to establish the registered office at 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Second resolution

The sole shareholder resolved to set at two (2) the number of Managers and further resolved to appoint the following for an unlimited duration:

- Mr. Fabio MASTROSIMONE, born on February 13, 1978 in Roma (Italy) residing professionally at 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as Manager;

- Mr Eddy DÔME, born on August 16, 1965 in Waremmé (Belgium), residing professionally at 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as Manager;

The undersigned notary who knows and speaks English, stated that on request of the appearing person, the present deed has been worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person(s), who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuf août

Par-devant Maître Joseph ELVINGER notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg soussigné

A COMPARU:

Urbanus Holdings Limited, avec siège social à 6th étage, Tower I, NeXTeracom Building, Ebene, Ile Maurice, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de l'île Maurice sous le numéro 124773, ici représentée par Flora Gibert, clerc de notaire, avec adresse professionnelle à L-1450 Luxembourg, 15, Côte d'Eich, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé, laquelle procuration, signée par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Chapitre I^{er} . - Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme. Dénomination. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la "Société") régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, (les "Lois"), et par les présents statuts (les "Statuts").

La Société peut comporter un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés.

La Société adopte la dénomination "Kaiser Investments Holdings S.à r.l."

Art. 2. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la commune du siège social par une décision des Gérants.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché du Luxembourg ou à l'étranger par décision des Gérants.

Dans l'hypothèse où les Gérants estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par les Gérants.

Art. 3. Objet.

3.1. La Société a pour objet l'acquisition et la détention de tous intérêts, directement ou indirectement, sous quelle que forme que ce soit, dans toutes autres entités, luxembourgeoises ou étrangères, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière, ou par voie d'instruments financiers de dettes, sous quelle que forme que ce soit, ainsi que leur administration, leur développement et leur gestion. La Société peut en particulier agir comme associé commandité de sociétés en commandite par actions.

3.2. La Société pourra effectuer des investissements immobiliers, soit directement, soit à travers la détention, directe ou indirecte, de participations dans des filiales de la Société détenant ces investissements, à l'exclusion de toute activité de marchand de biens.

3.3. La Société pourra également apporter toute assistance financière, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, aux sociétés faisant parties du group de sociétés auquel la Société appartient (ci-après reprises comme les «Sociétés Apparentées»). A titre accessoire de cette assistance financière, la Société pourra également apporter à ses Sociétés Apparentées toute assistance administrative ou commerciale.

3.4. La Société pourra, en particulier, être engagée dans les opérations suivantes:

3.4.1. conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre, certificats et autres instruments de dette ou titres de dette, convertibles ou non, ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

3.4.2. avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec ou de souscrire à ou acquérir des obligations ou tous autre type d'instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, selon les conditions pouvant être considérées comme appropriées; à l'exclusion de toute opération qui pourrait l'amener à être engagée dans des activités pouvant être considérées comme une activité réglementée du secteur financier.

3.4.3. conclure toute forme de contrats de dérivés de crédit tels que, mais sans que cela ne soit limitatif, des contrats de swap en vertu desquels la Société fournira une protection de crédit à la contrepartie ou bénéficiera d'une protection de cette dernière, à l'exclusion de toute opération qui pourrait l'amener à être engagée dans des activités pouvant être considérées comme une activité réglementée du secteur financier.

3.4.4. accorder toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées dans les limites autorisées par toute disposition légale applicable, à l'exclusion de toute opération qui pourrait l'amener à être engagée dans des activités pouvant être considérées comme une activité réglementée du secteur financier, et

3.4.5. conclure des contrats et notamment, sans que cette liste soit limitative, des contrats d'association, des contrats de garantie, des accords de distribution, des contrats de gestion, des contrats de conseils, des contrats d'administration et autres contrats de services, des contrats de vente, des contrats d'échange d'intérêt et/ou de cours, et autres contrats financiers dérivés en relation en relation avec son objet.

Il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans des activités pouvant être considérées comme une activité réglementée du secteur financier.

3.5. La Société peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.6. Outre ce qui précède, la Société peut réaliser toutes opérations légales, commerciales, techniques ou financières et, en général, toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs décrits ci-dessus, de manière à faciliter l'accomplissement de son objet social

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Lois ou par les Statuts, selon le cas, conformément à l'article 29 des Statuts.

Chapitre II. - Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital émis. Le capital émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société a rachetées à ses actionnaires, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes aux associés ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Parts sociales. Chaque part sociale donne droit à une voix.

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un représentant commun désigné ou non parmi eux.

Lorsque la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci peut librement céder ses parts sociales.

Lorsque la Société compte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre eux et les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'autorisation des associés représentant au moins trois quart du capital social.

La cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou par acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après avoir été dûment notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

La Société peut acquérir ses propres parts sociales en vue de leur annulation immédiate.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit acceptation des Statuts de la Société et des décisions valablement adoptées par les associés.

Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par une résolution des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Incapacité, Faillite ou Insolvabilité d'un Associé. L'incapacité, la faillite, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant les associés n'entraîne pas la mise en liquidation de la Société.

Chapitre III. - Gérants, Commissaires aux Comptes

Art. 9. Gérants. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants qui n'ont pas besoin d'être associés (les "Gérants").

Si deux (2) Gérants sont nommés, ils géreront conjointement la Société.

Si plus de deux (2) Gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance").

Les Gérants seront nommés par les associés, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Les Gérants peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés.

Les associés pourront qualifier les gérants nommés de Gérants de catégorie A (les "Gérants de Catégorie A") ou Gérants de catégorie B (les "Gérants de Catégorie B").

Les associés ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société.

Art. 10. Pouvoirs des Gérants. Les Gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois aux associés relèvent de la compétence des Gérants.

Art. 11. Délégation de Pouvoirs - Représentation de la Société. Les Gérants peuvent déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux, ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou des comités de leur choix.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du Gérant unique ou par la signature individuelle d'un Gérant si plus d'un Gérant a été nommé.

Toutefois, si les associés ont qualifié les Gérants de Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les Gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance. Dans l'hypothèse où un Conseil de Gérance est formé, les règles suivantes s'appliqueront:

Le Conseil de Gérance peut nommer parmi ses membres un président (le "Président"). Il peut également nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil de Gérance (le "Secrétaire").

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président. Une réunion du Conseil de Gérance doit être convoquée si deux (2) de ses membres le demandent.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, mais en son absence le Conseil de Gérance désignera un autre membre du Conseil de Gérance comme président pro tempore par un vote à la majorité des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite devra être transmise, trois (3) jours calendaires au moins avant la date prévue pour la réunion du Conseil de Gérance, par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être renoncé à cette convocation par un accord correctement consigné de chaque membre du Conseil de Gérance. Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le Conseil de Gérance.

Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil de Gérance pourra déterminer de temps à autre.

Tout Gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre Gérant comme son mandataire. Tout Gérant peut représenter un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des Gérants en fonction est présente ou représentée, sous réserve que dans l'hypothèse où des Gérants de Catégorie A ou des Gérants de Catégorie B ont été désignés, ce quorum ne sera atteint que si au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B sont présents.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Un ou plusieurs Gérants peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs Gérants.

Art. 13. Résolutions des Gérants. Les résolutions des Gérants doivent être consignées par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront signés par le Président de la réunion et par le Secrétaire (s'il y en a). Les procurations y resteront annexées.

Les copies ou les extraits des résolutions écrites ou les procès-verbaux, destinés à être produits en justice ou ailleurs, pourront être signés par le Gérant unique ou par deux Gérants agissant conjointement si plus d'un Gérant a été nommé.

Art. 14. Rémunération et Dépenses. Sous réserve de l'approbation des associés, les Gérants peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et peuvent, de plus, être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 15. Conflits d'Intérêt. Si un ou plusieurs Gérants a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce Gérant devra en aviser les autres Gérants et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans l'hypothèse d'un Gérant unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs Gérants ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est gérant, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise. Toute personne liée de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions.

Art. 16. Responsabilité des Gérants - Indemnisation. Les Gérants n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société.

Les Gérants sont uniquement responsables de l'accomplissement de leurs devoirs.

La Société indemniserá tout membre du Conseil de Gérance, fondé de pouvoir ou employé de la Société et, le cas échéant, leurs successeurs, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'ils ont à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de Gérant(s), de fondé de pouvoir ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des Statuts.

Art. 17. Commissaires aux Comptes. Sauf lorsque, conformément aux Lois, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises indépendant, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, peuvent et devront, dans les cas prévus par la loi, être contrôlés par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes associés.

Le(s) commissaire(s) aux compte(s) ou réviseur(s) d'entreprises indépendant(s) seront, le cas échéant, nommés par les Associés qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Leur mandat peut être renouvelé. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises indépendant peut seulement, par dispositions des Lois, être révoqué pour motifs graves.

Chapitre IV. - Des associés

Art. 18. Pouvoirs des Associés. Les associés exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Statuts et les Lois. Si la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs conférés par les Lois à l'assemblée générale des associés. Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Art. 19. Assemblée Générale Annuelle des Associés. L'assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, aura lieu le troisième lundi de juin à quatorze heures.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 20. Autres Assemblées Générales. Si la Société compte plusieurs associés, dans la limite de vingt-cinq (25) associés, les résolutions des associés peuvent être prises par écrit. Les résolutions écrites peuvent être constatées dans un seul ou plusieurs documents ayant le même contenu, signés par un ou plusieurs associés. Dès lors que les résolutions à adopter ont été envoyées par les Gérants aux associés pour approbation, les associés sont tenus, dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la réception du texte de la résolution proposée, d'exprimer leur vote par écrit en le retournant à la Société par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Les exigences de quorum et de majorité imposées pour l'adoption de résolutions par l'assemblée générale s'appliquent mutatis mutandis à l'adoption de résolutions écrites.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle des associés, se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché du Luxembourg, et pourra se tenir à l'étranger, chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par les Gérants, le requièrent.

Art. 21. Convocation des Assemblées Générales. A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent aussi se réunir en assemblées générales, conformément aux conditions fixées par les Statuts ou les Lois, sur convocation des Gérants, subsidiairement, du commissaire aux comptes (s'il y en existe), ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social émis.

La convocation envoyée aux associés indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des associés. L'ordre du jour d'une assemblée générale d'associés doit également, si nécessaire, indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société. Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 22. Présence - Représentation. Tous les associés sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale des associés.

Un associé peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même associé.

Art. 23. Procédure. Toute assemblée générale des associés est présidée par le Président ou par une personne désignée par les Gérants, ou, faute d'une telle désignation par les Gérants, par une personne désignée par l'assemblée générale des associés.

Le Président de l'assemblée générale des associés désigne un secrétaire. L'assemblée générale des associés élit un (1) scrutateur parmi les personnes participant à l'assemblée générale des associés.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

Art. 24. Vote. Lors de toute assemblée générale des associés autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation (ou consultation par écrit), les associés seront de nouveau convoqués (ou consultés) et les résolutions seront adoptées à la majorité simple, indépendamment du nombre de parts sociales représentées.

Lors de toute assemblée générale des associés, convoquée conformément aux Statuts ou aux Lois, en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, la majorité exigée sera d'au moins la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital.

Art. 25. Procès-Verbaux. Les procès-verbaux des assemblées générales doivent être signés par les associés présents et peuvent être signés par tous les associés ou mandataires d'associés qui en font la demande.

Les résolutions adoptées par l'associé unique seront établies par écrit et signées par l'associé unique.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par les associés, ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Gérant unique ou par deux Gérants au moins agissant conjointement dès lors que plus d'un Gérant aura été nommé.

Chapitre V. - Exercice social, Comptes annuels, Distribution des bénéfices

Art. 26. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier et s'achève le dernier jour de décembre de chaque année.

Art. 27. Approbation des Comptes Annuels. A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et les Gérants dressent l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif ainsi que le compte de résultat conformément aux Lois.

Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont soumis aux associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social de la Société. Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, ce droit ne pourra être exercé que dans les quinze (15) jours calendaires qui précèdent l'assemblée générale annuelle des associés.

Art. 28. Distribution des Bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5%) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale (la "Réserve Légale"), conformément à la loi. Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital émis de la Société. Après affectation à la Réserve Légale, les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Ils peuvent décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux associés, chaque part sociale donnant droit à une même proportion dans ces distributions. Sous réserve des conditions (s'il y en a) fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, les Gérants peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux associés. Les Gérants détermineront le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

Chapitre VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision prise par la moitié des associés possédant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par les Gérants ou toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale) nommée par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, et de tous les frais de liquidation, le boni net de liquidation sera réparti équitablement entre le(s) associé(s) de manière à atteindre le même résultat économique que celui fixé par les règles relatives à la distribution de dividendes.

Chapitre VII. - Loi applicable

Art. 30. Loi Applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Souscription et Paiement

Les Statuts de la Société ont donc été enregistrés par le notaire, les parts sociales de la Société ont été souscrites et la valeur nominale de ces parts sociales, de même que la prime d'émission, le cas échéant a été payée à cent pour cent (100%) en espèces ainsi qu'il suit:

Urbanus Holdings Limited, précitée,	12.500 parts
Total parts sociales:	12.500 parts

Le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est donc à ce moment à la disposition de la Société, preuve en a été faite au notaire soussigné qui constate que les conditions prévues par l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commencera à la date du présent acte et s'achèvera le 31 décembre 2014.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ mille deux cents Euros.

Résolutions de l'associé unique Première résolution

L'associé unique a décidé d'établir le siège social au 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

Deuxième résolution

L'associé unique a décidé de fixer à 2 (deux) le nombre de Gérants et a décidé de plus de nommer les personnes suivantes pour une période indéterminée:

- Monsieur Fabio MASTROSIMONE, né le 13 février 1978 à Rome (Italie), résidant professionnellement à 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, comme Gérant.

- Monsieur Eddy DÔME, né le 16 août 1965 à Waremme (Belgique), résidant professionnellement à 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, comme Gérant.

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, a déclaré par la présente qu'à la demande du comparant, le présent acte a été rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la demande du même comparant et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire soussigné par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire soussigné, le présent acte

Signé: F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 2 septembre 2014. Relation: LAC/2014/40712. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): C. FRISING.

Référence de publication: 2014138342/641.

(140157074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2014.

Sherwin Williams Luxembourg Investment Management Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.500,00.

Siège social: L-1857 Luxembourg, 5, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 164.589.

Extrait des résolutions de l'associé unique du 28 août 2014

En date du 28 août 2014, l'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Peter Underation, en tant que gérant de catégorie A de la Société et ce avec effet immédiat.
- de nommer Brian Thomas Rufus, European Treasury Manager, né le 29 mai 1984 dans l'Ohio, Etats-Unis d'Amérique, demeurant professionnellement au 101 Prospect Avenue N.W., Cleveland, Ohio 44115, Etats-Unis d'Amérique, en tant que gérant de catégorie A de la Société pour une durée indéterminée, et ce avec effet immédiat.

Le conseil de gérance de la Société se compose désormais comme suit:

Gérants de catégorie A:

- Howard Hargreaves
- Brian Thomas Rufus

Gérants de catégorie B:

- Intertrust Management (Luxembourg) S.à r.l.
- Jean Gil Pires
- Giuseppe di Modica

Nous vous prions également de bien vouloir prendre note du changement d'adresse des gérants suivants avec effet immédiat:

Gérants de catégorie B:

- Intertrust Management (Luxembourg) S.à r.l., ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- Jean Gil Pires, demeurant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- Giuseppe di Modica, demeurant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014143047/33.

(140161973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.